Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnier de Campagne (route des Vilarolles), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

Étaient présents :
ACOLAS Monia, BASA-ROLLAND Sandrine, BEHM Jean-François, BARBIER Pascal, BELENSE Kathy, BELMONTE Eline, BILOTTE Mathieu, COHEN Pascale, DELPECH Gérard, DROUX Véronique, LAMIA Alicia, ESCALIER Pierre, FABRY Florence, FISCHER Chantal, GUYOT Philippe, LACOMBE Bernard, MONTANT Floriane, MORIN Pierrick, PELLEGRINO Joseph, PERREU Anita, POCHÉZ Marjorie, QUEVAL Florence, ROMEO François, SOULIMANI Soufiane, TORIBO Simone, VEYRIES Patricia

Étaient représentés :
CARLESSO Danièle a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUARI Melil a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Géraldine a donné pouvoir à BELISE Kathy
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREU Anita
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

Étaient absents :
PEREIRA Filipe

Secrétaire de séance : Mme Eline BELMONTE,

Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 26

OBJET : Organisation des élections présidentielles et législatives 2022 - Modalités de mise à disposition de salles municipales

Monsieur le Maire informe l’assemblée que les prochaines élections présidentielles et législatives se tiendront en Avril et Juin 2022. Durant la campagne qui les précédera, les différents candidats, issus ou non de partis politiques, ainsi que leurs équipes de campagne peuvent demander à bénéficier de la mise à disposition de certains locaux municipaux afin d’y tenir des réunions publiques ou de travail interne.

Les modalités de prêt de salles sont codifiées par le Code Général des Collectivités Territoriales. En effet, l’article L 2144-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations, syndicats ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l’administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l’ordre public. Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation. »

En application du texte précité, il est proposé de déterminer les conditions générales de telles mises à disposition dans le cadre de la campagne électorale en vue des élections évoquées plus haut.

Ces règles d’utilisation présentent par ailleurs l’avantage de garantir le respect du principe d’égalité dans le traitement des demandes, quelle que soit la formation concernée. C’est dans ces conditions qu’il est proposé de fixer les règles suivantes :

- sur le principe et dans les limites fixées à l’article L 2144-3 précité, la Ville de Plaisance du Touch accorde à tout candidat le droit d’utiliser des locaux municipaux afin d’y tenir des réunions publiques ou de leur liste en vue des prochaines élections présidentielles et législatives d’Avril et de Juin 2022
- la demande doit être adressée par écrit, dans des délais suffisants pour permettre son traitement
- la mise à disposition des locaux s'effectue à titre gratuit
- la mise à disposition des matériels et mobiliers nécessaires aux réunions (tables, chaises...) est effectuée à titre gratuit
- les salles pouvant être mises à disposition sont les suivantes :
  - salle de réunion, Espace Monestié
  - salle ONYX, Espace Monestié
  - salle des fêtes « G. GAUBERT », Espace Monestié
  - salle de réunion, rue d'Estujats
  - pigeonnier de Campagne.

Conformément à l'article L. 2144-3, il appartiendra au Maire de prendre en compte les critères légaux pour l'instruction des demandes, à savoir les nécessités de l'administration des propriétés communales, le fonctionnement des services et le maintien de l'ordre public.

Il est proposé d'approver les règles de mise à disposition de locaux municipaux dans le cadre de la campagne électorale pour les élections présidentielles et législatives de 2022 par tout candidat telles que mentionnées ci-dessus, et d'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vu l'article L 2144-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le décret n° 2021-637 du 21 Mai 2021,
Considérant l'avis de la commission Administration Générale réunie le 25 Février 2022,

Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :
- approuve les modalités de mise à disposition de salles municipales,
- autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise de disposition de locaux dans le cadre des élections présidentielles et législatives 2022,
- décide que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en direct sur le site Internet de la Ville.

**VOTE**
- Pour : 32
- Contre : 00
- Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que deus.
Au registre sont les signatures.

Le Maire

[Signature]

GUYOT

**REÇU EN PREFEITURE**
Le 22/03/2022
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE PLAISANCE DU TOUCH

SEANCE DU 15 MARS 2022

Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnier de Campagne (route des Vitrailles), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

Etaient présents :

Etaient représentés :
CARLESSO Danièle a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Géraldine a donné pouvoir à BELISE Kathy
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREAU Anita
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

Etaient absents :
PEREIRA Filip

Secrétaire de séance : Mme Eline BELMONTE,

Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 26

OBJET : Contrat de mandat d’étude avec la SPL ARAC pour l’établissement du dossier de création de la ZAC Sabla

Monsieur le Maire rappelle à l’assemblée qu’à l’issue de l’étude de conception urbaine réalisée (qui définit un plan guide, une OAP – Orientation d’Aménagement et de Programmation - pour le Plan Local d’Urbanisme et un cahier des charges de prescriptions architecturales, paysagères et environnementales), la Ville a décidé, par délibération du 5 octobre 2021, de s’engager dans une procédure de création de la ZAC Sabla et a lancé la concertation relative à ce projet.

En amont du dossier de création de ZAC, la Ville a sollicité la SPL Agence Régionale Aménagement Construction (ARAC) Occitanie dont elle est actionnaire, pour l’accompagner dans les études pré-opérationnelles, le montage du dossier de création de ZAC lui-même et l’établissement du traitement de concession.

L’aménagement de cette ZAC doit être concédé par contrat de mandat à la SPL ARAC.

Le contrat a pour objet, en application des dispositions de l’article L2422-5 et suivants du Code de la Commande Publique, de confier à un tiers la représentation du Mandant (la ville) pour l’accomplissement en son nom et pour son compte de tous les actes juridiques nécessaires, dans la limite des attributions définies ci-dessous, en vue de faire réaliser des études préalables telles que définies ci-après :

1) Fixation des conditions du bon déroulement des études
2) Préparation du choix des prestataires, signature des marchés ou des lettres de commande au nom et pour le compte du Mandant après approbation du choix des prestataires par celui-ci, gestion et paiement des situations ou factures

Les dispositions de la réglementation du Code de la Commande Publique applicables au Mandant sont applicables au Mandataire pour ce qui concerne la passation et l’exécution de tous les marchés.

4) L’établissement de tous les documents nécessaires à la création de la ZAC Sabla.

Le contrat sera conclu pour une durée de 7 mois à compter de sa notification. La rémunération de la SPL ARAC pour l’exécution des missions est de 36 450 € HT (43 740 € TTC).

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le décret n° 2021-637 du 21 Mai 2021,
Vu les articles L2422-5 et suivants du Code de la Commande Publique,
Vu la délibération n° 21/116 du 5 octobre 2021,
Vu l’avis de la Commission Administration Générale réunie le 2 Mars 2022,

Considérant qu’il convient de signer un contrat de mandat avec la SPL ARAC pour d’études pour l’établissement du dossier de création de la ZAC Sabla à Plaisance du Touch, la réalisation des études pré-opérationnelles, la finalisation du dossier de modification de PLU associé et la négociation foncière,

Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le contrat de mandat avec la SPL ARAC d’études pour l’établissement du dossier de création de la ZAC Sabla à Plaisance du Touch, la réalisation des études pré-opérationnelles, la finalisation du dossier de modification de PLU associé et la négociation foncière,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer le contrat ainsi que tout document s’y rapportant, décide que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en directe sur le site internet de la Ville.

VOTE

Pour : 24
Contre : 6
Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures,

Pour copie conforme,

Le Maire

[Signature]

GUYOT

REÇU EN PREFECTURE

Le 22/03/2022

[Signature]
CONTRAT DE MANDAT D’ETUDES POUR L’ETABLISSEMENT DU DOSSIER DE CREATION DE LA ZAC SABLA A PLAISANCE DU TOUCH, LA REALISATION DES ETUDES PREOPERATIONNELLES, LA FINALISATION DU DOSSIER DE MODIFICATION DE PLU ASSOCIE ET LA NEGOCIATION FONCIERE

MANDAT N°
MANDAT D'ÉTUDES PREALABLES ET DE PROGRAMMATION

OBJET DU CONTRAT :

Mandat de représentation pour faire réaliser, au nom et pour le compte du Maître de l'ouvrage en application du livre IV de la partie 2 du code de la commande publique, les études pour l'établissement du dossier de création de la ZAC Sabia à Plaisance du Touch et la finalisation du dossier de modification PLU associé.

Maître d'ouvrage : Commune de Plaisance de Touch
Adresse : Rue Maubec 31 830 Plaisance du Touch

Comptable public chargé du règlement : TRÉSOR PUBLIC de LAVAUR

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les rattachements signifiés au comptable assignataire désigné ci-dessus dans les conditions fixées, selon la nature de la cession, par le code civil ou par l'article R.313-16 du code monétaire et financier.

Date de notification le :

SOMMAIRE

Mandat d'études pour l'établissement du dossier de création de la ZAC Sabia à Plaisance-du-Touch et finalisation du dossier de modification de PLU associé - Décembre 2021 2/16
ARTICLE 1 - OBJET DU MANDAT ET ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE

1.1 Objet du mandat .............................................................................................................................................. 5
1.2 Attributions confiées au Mandataire ............................................................................................................ 6
1.3 Définition du contenu des études confiées. .................................................................................................. 6

ARTICLE 2 - ENTREE EN VIGUEUR – DUREE DU CONTRAT – DELAIS D’EXECUTION DES ETUDES ......................... 8

ARTICLE 3 – DETERMINATION DU MONTANT DES DEPENSES A ENGAGER PAR LE MANDATAIRE ....................... 8

ARTICLE 4 - CONDITIONS D’EXECUTION DE LA MISSION DU MANDATAIRE – CONTROLE DU MANDANT ........... 9

4.1 Obligations du Mandant .................................................................................................................................. 9
4.2 Responsabilités du Mandataire ................................................................................................................... 9
4.3 Assurances - Garantie...................................................................................................................................... 9
4.4 Contrôles technique et financier de la Collectivité ...................................................................................... 9

ARTICLE 5 - PASSATION DES MARCHES ........................................................................................................... 10

5.1 Signature du marché ou de la lettre de commande .................................................................................... 10

ARTICLE 6 – SUIVI DE LA REALISATION DES ETUDES ........................................................................................ 11

6.1 Gestion des marchés ...................................................................................................................................... 11
6.2 Suivi des études .......................................................................................................................................... 11

ARTICLE 7 - REMUNERATION DU MANDATAIRE, MODALITES DE PAIMENT, AVANCES .............................. 11

7.1 Montant de la rémunération du Mandataire ............................................................................................... 11
7.2 Forme du prix ............................................................................................................................................ 11
7.3 Avances .................................................................................................................................................... 12
7.4 Règlement de la rémunération .................................................................................................................. 12

ARTICLE 8 - MODALITES DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE .......................................................... 13

8.1 .................................................................................................................................................................. 13
8.2 .................................................................................................................................................................. 13

ARTICLE 9 – CONSTATATION DE L’ACHEVEMENT DE LA MISSION DU MANDATAIRE ......................................... 14

9.1 Sur le plan technique ................................................................................................................................... 14
9.2 Sur le plan financier ................................................................................................................................... 14

ARTICLE 10 - RESILATION .................................................................................................................................. 15

10.1 Résiliation sans faute .................................................................................................................................. 15
10.2 Résiliation pour faute .................................................................................................................................. 15

ARTICLE 11 - PENALITES .................................................................................................................................. 15
ENTRE

La Commune de Plaisance du Touch

représentée par Monsieur Philippe GUYOT son Maire en exercice, en vertu d’une délibération du conseil municipal en date du 15 mars 2022.

et désignée dans ce qui suit par les mots « la Collectivité » ou « le Mandant »

D’UNE PART

ET

La Société Publique Locale AGENCE REGIONALE DE L’AMENAGEMENT ET DE LA CONSTRUCTION OCCITANIE (SPL ARAC OCCITANIE)

Société Anonyme Publique Locale au capital de 1 830.000,00 €, dont le siège social est à Toulouse (31400) 55 Avenue Louis Bréguet,

- Numéro SIRET 533 969 457 000 43

- Code la nomenclature d’activité française (NAF) 7112 B

- Numéro d’identification au registre du commerce : RCS Toulouse 533 969 457

Représentée par Monsieur Aurélien JOUBERT agissant, en sa qualité de Directeur Général, fonction à laquelle il a été nommé aux termes d’une délibération du conseil d’administration de ladite société, en date du 11 mars 2020 avec effet au 23 novembre 2020.

Compagnie d’assurance de la SPL : AXA Cabinet Garrigues Toulouse

N° Police : 6921880604

D’AUTRE PART

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DU MANDAT ET ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE

1.1 Objet du mandat

La ville de Plaisance du Touch est située en seconde couronne à l’ouest de la métropole toulousaine. Le territoire, situé à proximité d’entreprises d’envergure régionale voire nationale, est particulièrement attractif. Sa population a été multipliée par deux en 30 ans.

Traversée d’est en ouest en son centre par un cours d’eau structurant et affluent de la Garonne (le Touch), elle est constituée d’un centre ancien de type basilique, classé en Site Patrimonial Remarquable qui a fait l’objet de travaux de requalification urbaine en 2015.

La commune a par ailleurs subi un important développement pavillonnaire caractéristique de la périurbanisation ces trente dernières années. Deux ZAC réalisées respectivement dans les années 1980 et 1990 et situées de part et d’autre du Touch ont permis de développer de nouveaux coeurs quartiers et d’aménager des équipements publics (écoles, gymnase, commerces…).

Au sud de son centre-ville, en rive droite et au cœur d’un quartier pavillonnaire, est présente une friche industrielle abandonnée depuis 2015 (ancienne usine qui fabriquait des buses en béton), sur une emprise foncière de 9,6 ha située en zone constructible du PLU à vocation d’activité.

Elle est bordée d’un terrain d’un peu plus de 1ha, constructible également mais resté vierge de toute construction. Une étude urbaine réalisée en 2021 a permis d’identifier le potentiel de ce site pour constituer un nouveau quartier attractif et structurant sur la rive droite du Touch (les équipements publics existants sont intégralement situées en zone inondable). Il contribuera ainsi à la restructuration urbaine de la rive droite du Touch.

Un programme opérationnel a ainsi été établi pour ce futur quartier (réalisation d’un complexe éducatif avec école maternelle et primaire, centre de loisirs, un gymnase, une halle tiers-lieu, des locaux publics et/ou associatifs, des commerces et services de proximité, un programme de logements d’environ 475 logements (450 sur la friche industrielle et 25 sur la parcelle adjacente non bâtie).

A l’issue de l’étude de conception urbaine réalisée (qui définit un plan guide, une OAP – Orientation d’Aménagement et de Programmation – pour le Plan Local d’Urbanisme et un cahier des charges de prescriptions architecturales, paysagères et environnementales), la ville a décidé par délibération du 5 octobre 2021 de s’engager dans une procédure de création de ZAC et a lancé la concertation relative à ce projet. L’aménagement de cette ZAC doit être concédé à la SPL Agence Régionale Aménagement Construction (ARAC) Occitanie dont elle est actionnaire.


En amont du dossier de création de ZAC, la Ville de Plaisance du Touch a sollicité la SPL ARAC Occitanie, pour l’accompagner dans les études pré-opérationnelles, le montage du dossier de création de ZAC lui-même et l’établissement du traité de concession.

Le contrat a pour objet, en application des dispositions de l’article L2422-5 et suivants du Code de la Commande Publique, de confier à un tiers la représentation du Mandant pour l’accomplissement en
son nom et pour son compte de tous les actes juridiques nécessaires, dans la limite des attributions définies ci-dessous, en vue de faire réaliser des études préalables telles que définies ci-après.

1.2 Attributions confiées au Mandataire.

Le Mandataire exercera les attributions suivantes telles que précisées dans le présent mandat et l'annexe ci-jointe :

1) Fixation des conditions du bon déroulement des études.
2) Préparation du choix des prestataires, signature des marchés ou des lettres de commande au nom et pour le compte du Mandant après approbation du choix des prestataires par celui-ci, gestion et paiement des situations ou factures.
   Les dispositions de la réglementation du Code de la Commande Publique applicables au Mandant sont applicables au Mandataire pour ce qui concerne la passation et l'exécution de tous les marchés.
4) L’établissement de tous les documents nécessaires à la création de la ZAC Sabla

En aucun cas, le mandataire ne pourra agir en justice, tant en demande qu’en défense, pour le compte de la Collectivité mandante.

La délégation ne fait pas obstacle au droit pour le mandant d’agir lui-même, tant en demande qu’en défense.

1.3 Définition du contenu des études confiées.

Le Mandant confie au Mandataire :

- le montage du dossier de création de ZAC comprenant la rédaction des pièces techniques, administratives et financières nécessaires dont établissement du programme fonctionnel détaillé, le programme global prévisionnel des équipements et constructions, les conditions de mise en œuvre de l’opération, le bilan d’aménagement et le planning opérationnel associé au dossier de création ZAC.

- L’établissement du traité de concession sous-contrôle du Mandant (et/ou son AMO).

- La réalisation des études pré-opérationnelles complémentaires

- La négociation foncière

Pour ce faire, le Mandataire :

- Établira une analyse de la faisabilité technique et financière du projet d’aménagement tel que défini dans le plan guide 2021 et sur la base des documents existants (topographie, réseaux, système de rétention des EP etc...), avec réalisation d’un chiffrage des espaces publics. Cette analyse sera réalisée avec un prestataire BE VRD retenu par la SPL ARAC. A l’issue de cette analyse, le BE VRD indiquera les études préalables complémentaires à réaliser, qui seront lancées dans le cadre du présent mandat (ex : étude hydraulique).

- Conduira l’étude d’impact et l’étude ENR à joindre au dossier de création. Dans le cas où les prestataires auront déjà été retenus au moment de la signature du présent mandat, la commune transférera la maitrise d’ouvrage à la SPL ARAC telle que définie à l’article 5.2.
Passera et pilotera un marché de Maîtrise d’Œuvre urbaine regroupant les compétences suivantes :

- urbaniste, paysagiste, architecte-conseil, BE VRD.

Le groupement devra également s’associer les compétences suivantes :

- **Environnement** afin de s’assurer la bonne mise en œuvre des préconisations de l’étude d’impact et de l’évaluation environnementale notamment de suivi des mesures ERC et par ailleurs d’apporter ses compétences en matière de renaturation et fertilisation de site.

- **Énergies renouvelables** afin de s’assurer de la bonne intégration au projet des préconisations issues de l’étude de de développement en énergies renouvelables et de récupération de la zone.

- **Eco-mobilité** sur les sujets d’usages alternatifs à la voiture et de mobilités actives.

- **Urbanisme commercial** pour veiller à la bonne intégration dans le projet d’aménagement des surfaces commerciales sédentaires et non sédentaires envisagées (localisation, organisation des abords mais aussi prescriptions aux constructeurs). Cette compétence devra s’accompagner d’une compétence spécifique sur les tiers-lieux pour en étudier la faisabilité économique.

- **Concertation** pour accompagner la collectivité dans ses obligations réglementaires et éventuellement engager une nouvelle phase de concertation si le projet devait évoluer de manière significative.

- **Économie circulaire** afin d’intégrer dans le projet les préconisations de l’AMO économie circulaire en matière de valorisation du patrimoine industriel (éventuelles réhabilitations), démolition, réemploi et valorisation des déchets. Le groupement retenu devra être en capacité d’être proactif et forcer proposition sur ce sujet innovant, en phase avec les impératifs environnementaux actuels.

Passera et pilotera les études préalables nécessaires à la fiabilisation du bilan d’aménagement type étude de sols et à l’établissement du dossier de création (ex : étude acoustique).

Finalisera le dossier de modification du PLU nécessaire à la mise en œuvre du projet : OAP, règlements écrit et graphique général et de détail, notice explicative. Pour ce faire, le mandataire confiera au groupement de MOE urbaine retenu une mission relative l’établissement du dossier en lien avec les pièces techniques du dossier de création ZAC.

Vérifiera par l’intermédiaire de son conseil juridique la regularité de la procédure de concertation obligatoire dans le cadre du projet de création de ZAC, au stade de la délibération tirant le bilan de la concertation, la délibération approuvant le dossier de création de ZAC, tant sur la forme que sur le fond.

L’établissement du dossier de loi sur l’eau au titre de la déclaration (à faire vérifier) pour ce faire le mandataire fera appel à un prestataire en charge d’établir de conduire les études nécessaires et d’établir le dossier à déposer auprès des services de l’Etat.
- L’établissement du traité de concession par l’intermédiaire de son conseil juridique et des pièces annexes.

- Conduira en parallèle de l’établissement du dossier de création, les actions liées à la maîtrise foncière en s’appuyant sur son conseil juridique : négociations avec les propriétaires fonciers, échanges avec les domaines avec l’appui de la collectivité et de son AMO, établissement des accords et sous-seings privés, signature des compromis de vente et accord s’y réfèrent en tant que futur concessionnaire de la ZAC, le cas échéant, établissement du dossier de DUP.

- Se fera accompagner par un AMO économie circulaire pour :
  - Conduire le diagnostic ressources (ou PMD) du patrimoine industriel présent sur le site, obligatoire depuis le 1er janvier 2022.
  - Formaliser dans la CCTP de la mission de MOE urbaine les éléments relatifs à la prise en compte de l’économie circulaire dans le déroulement des missions et analyser les offres en conséquences.
  - Rédiger la demande de fond de recyclage des friches ainsi que des subventions possibles auprès de l’ADEME et de la Région.

- Contractualise une mission d’AMO développement durable et réalise dans le cadre du présent mandat les formalités d’admission au label Ecoquartier auprès du ministère de la transition écologique et traduit les enjeux de la ZAC en programme opérationnel qui s’appuie sur avec le référentiel Ecoquartier.

**ARTICLE 2 - ENTRÉE EN VIGEUR - DURÉE DU CONTRAT - DELAIS D’EXÉCUTION DES ÉTUDES**

Le Mandant notifiera au Mandataire le contrat de mandat d’études signé. Le contrat de mandat prendra effet à compter de la réception de cette notification.

Le mandat expirera à l’achèvement de la mission du Mandataire qui interviendra dans les conditions prévues à l’article 9 ci-dessous.

Le Mandataire s’engage à faire toute diligence pour faire réaliser par des tiers et pour présenter au Mandant les études confiées dans un délai de 7 mois à compter de l’entrée en vigueur du présent mandat, hors délais de validation par le Maître d’Ouvrage.

**ARTICLE 3 - DÉTERMINATION DU MONTANT DES DÉPENSES À ENGAGER PAR LE MANDATAIRE**

Le montant des dépenses à engager par le Mandataire (hors sa rémunération) pour la réalisation des études est estimé à 361 455 € HT soit 433 746 € TTC (valeur janvier 2022) ;

Les estimations de ces dépenses sont identifiées dans le bilan financier prévisionnel qui est annexé au présent contrat.

Les missions et les dépenses associées non réalisées au moment de la signature du traité de concession seront transférées au bilan de la ZAC. Un avenant au mandat sera établi pour acter du
montant des dépenses suite à la signature du traité de concession ainsi que de l’évolution éventuelle des missions et de la durée du mandat.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D’EXÉCUTION DE LA MISSION DU MANDATAIRE – CONTRÔLE DU MANDANT

4.1 Obligations du Mandant

Le Mandant s’engage à fournir au Mandataire, dès la notification du mandat, toutes les études en sa possession qui pourraient lui être nécessaires pour l’exécution de sa mission.

Il s’engage à intervenir, le cas échéant, auprès des concessionnaires des services publics, des administrations et des particuliers, afin de faciliter au Mandataire l’accomplissement de sa mission.

4.2 Responsabilités du Mandataire

Le Mandataire représentera le Mandant à l’égard des tiers dans l’exercice des attributions confiées.

Dans tous les contrats qu’il passe pour l’exécution de sa mission de Mandataire, le Mandataire devra avertir le cocontractant de ce qu’il agit en qualité de Mandataire du Mandant et de ce qu’il n’est pas compétent pour le représenter en justice, tant en demande qu’en défense, y compris pour les actions contractuelles.

Le Mandataire veillera à ce que la coordination des prestataires aboutisse à la réalisation des études dans le respect des délais et de l’enveloppe financière fixés. Il signalera au Mandant les anomalies qui pourraient survenir et lui proposera toutes mesures destinées à les redresser.

Il ne saurait prendre, sans l’accord du Mandant, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du programme d’études et/ou de l’enveloppe financière prévisionnelle et doit informer le Mandant des conséquences financières de toute décision de modification éventuelle du programme que celui-ci prendrait. Toute modification éventuelle du programme d’études ou de l’enveloppe financière prévisionnelle devra faire l’objet d’un avenant au présent mandat préalablement à la passation des marchés d’études.

En cas de phases définies par le Mandant, le Mandataire ne pourra engager une phase sans avoir présenté les résultats des études de la phase antérieure, ni avoir obtenu l’accord exprès du Mandant sur la poursuite de la réalisation des études dans des délais permettant le respect du délai global prévisionnel fixé pour la réalisation des études.

Le Mandataire est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du code civil. De ce fait, il n’est tenu envers le Mandant que de la bonne exécution des attributions dont il a personnellement été chargé par celui-ci ; il a une obligation de moyens mais non de résultat.

4.3 Assurances - Retenue de Garantie

Le Mandataire déclare être titulaire d’une police d’assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle.

Le Mandataire est dispensé de retenue de garantie.

4.4 Contrôles technique et financier de la Collectivité

Le Mandant sera tenu régulièrement informé par le Mandataire de l’avancement de sa mission.
Ses représentants pourront suivre les études et consulter les pièces techniques. Toutefois, ils ne pourront présenter leurs observations qu’au Mandataire et non directement aux prestataires.

A cette fin, le Mandataire s’engage à avertir en temps utile le représentant du Mandant de toutes réunions qu’il organiserà à ce sujet pour leur permettre d’y participer ou de s’y faire représenter.

Le Mandant aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu’il jugera utiles pour s’assurer que les clauses du présent contrat sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvagardés.

Le Mandataire s’engage à participer à toutes réunions demandées par le Mandant ayant pour objet l’examen de problèmes concernant l’opération envisagée.

Le Mandataire accompagnera toute demande de règlement des pièces justificatives correspondants aux dépenses engagées d’ordre et pour compte du Mandant telles que définies à la rubrique n°494 de l’annexe I à l’article D 1617-19 du CGCT.

En outre, pour permettre au Mandant d’exercer son droit à contrôle comptable, le Mandataire doit:
- tenir les comptes des opérations réalisées pour le compte du Mandant dans le cadre de la présente convention d’une façon distincte de sa propre comptabilité ;
- adresser au Mandant un compte-rendu financier comportant notamment, en annexe :
  * un bilan financier prévisionnel actualisé faisant apparaître une part de l’état des réalisations en dépenses et d’autre part, l’estimation des dépenses restant à réaliser ;
  * un plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l’échéancier des dépenses ;
- au cas où ce bilan financier ferait apparaître la nécessité d’évolution de l’enveloppe financière prévisionnelle, en expliquer les causes et si possible proposer des solutions;
- remettre un état récapitulatif de toutes les dépenses à l’achèvement des études.

**ARTICLE 5 : PASSATION DES MARCHES**

Les dispositions de la réglementation du Code de la Commande Publique applicables à la Collectivité sont applicables au Mandataire.

5.1 Signature du marché ou de la lettre de commande

Le Mandataire procédera à l’établissement des marchés ou des lettres de commande et à leur signature, après accord du Mandant, et dans le respect des dispositions de la réglementation du Code de la Commande Publique.

5.2 Transfert des marchés existants

Dès la notification du présent mandat d’études, la SPL ARAC Occitanie procédera en lien avec le Maître d’ouvrage aux procédures de transfert des marchés existants sur l’opération, à savoir les marchés d’études préalables (étude d’impact, étude ENR, étude acoustique, géomètre...) et globalement tous les marchés passés par le maître d’ouvrage sur cette opération (à inscrire au bilan de la future ZAC).
ARTICLE 6 : SUIVI DE LA REALISATION DES ETUDES

6.1 Gestion des marchés

Le Mandataire assurera la gestion des marchés au nom et pour le compte du Mandant dans les conditions prévues par le Code de la Commande Publique, de manière à garantir les intérêts du Mandant.

A cette fin, notamment :
- Il vérifiera les demandes de paiement présentées par les prestataires,
- Il procédera au paiement des prestataires

Le Mandataire doit veiller à ne prendre aucune décision pouvant conduire à un dépassement de l’enveloppe financière ou au non respect du programme des études, notamment lors du traitement des réclamations.

6.2 Suivi des études

Le Mandataire représentera si nécessaire le Mandant dans toutes réunions, visites relatives au suivi des études.

Il veillera à ce que la coordination des prestataires aboutisse à la réalisation des études dans le respect des délais, de la qualité des prestations et signalera au Mandant les anomalies qui pourraient survenir.

Il s'efforcera d'obtenir des prestataires des solutions pour remédier à ces anomalies, en informera le Mandant et en cas de besoin sollicitera de sa part les décisions nécessaires.

7. RÉMUNÉRATION DU MANDATAIRE, MODALITÉS DE PAIEMENT, AVANCES

7.1 Montant de la rémunération du Mandataire

Le montant de la rémunération forfaitaire telle qu'elle résulte de la décomposition du prix forfaitaire en annexe est de :

Montant HT : 36 450 €
TVA au taux de 20 % : 7 290 €
Montant TTC : 43 740 €
Montant HT (en lettres) : Trente-deux mille quatre cent euro

Le montant de la rémunération fixé ci-dessus est établi sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois de décembre 2021 (mois Mo).

7.2 Forme du prix
Le présent contrat est passé à prix ferme non actualisable.
7.3 Avances

Le contrat ne fait pas l'objet d'une avance.

7.4 Règlement de la rémunération

7.4.1 Modalités de règlement

Les modalités de règlement correspondant à la rémunération indiquée à l'article 7.1 et sont les suivantes :

La rémunération forfaitaire du Mandataire sera l'objet d'une facturation comme suit :

- 30% dans le mois suivant la notification du présent contrat : 10 935 € HT soit 13 122 € TTC
- 20% dans les trois mois suivant la notification du présent contrat : 7 230 € HT soit 8 748 € TTC
- 50% à l'achèvement de sa mission : 18 225 € HT soit 21 870 € TTC

Ce montant final pourra être revu dans le cadre de l'avancement au présent mandat à réaliser et dont il est fait mention à l'article 3.

7.4.2 Mode de règlement

Le Mandant se libérera des sommes dues au titre du présent contrat par virement établi à l'ordre du titulaire.
RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE

TITULAIRE DU COMPTE : SPLARAC OCCITANIE
ADRESSE : CS 24020
15 AVENUE LOUIS BREGUET
31028 TOULOUSE CEDEX 4

DOMICILIAISON : BPOC ENTREPRISES- 00043

<table>
<thead>
<tr>
<th>CODE BANQUE</th>
<th>CODE CAHNGET</th>
<th>NUMERO DE COMPTE</th>
<th>CLE FIBA</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>17807</td>
<td>00043</td>
<td>5921054048</td>
<td>68</td>
</tr>
</tbody>
</table>

IBAN : FR7617800004535542105483486
Adresse SWIFT (BIC) : C0CCIPPRPTL6

Ce relevé d'identité bancaire est à utiliser pour les opérations que vous seriez amenés à inscrire à mon compte ouvert à la BANQUE POPULAIRE OCCITANIE.

Son utilisation vous facilitera le bon enregistrement des opérations et évitera les retards ou erreurs d'imputation.

ARTICLE 8 : MODALITES DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DES DEPENSES ENGAGEES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE

8.1 La Collectivité supportera seule la charge des dépenses engagées par le Mandataire, telles que déterminées à l'article 3 ci-dessus.

8.2 La Collectivité versera au mandataire les fonds nécessaires aux dépenses à payer ou lui remboursera les dépenses payées d'ordre et pour compte dans les conditions définies ci-après.

- 91 755 € HT, soit 110 106 € TTC dans le délai d'un mois à compter de la signature de la convention, correspondant aux études à réaliser au 1er trimestre 2022 selon échéancier ci-joint.

- 264 700 € HT, soit 317 640 € TTC, au fur et à mesure de la réalisation des études et de manière trimestrielle, le Maître d'ouvrage versera au mandataire les sommes correspondantes aux dépenses effectuées pour son compte dans les 30 jours de la présentation des factures correspondantes qui comportent les débours effectués par le Mandataire pour le compte du Maître d'Ouvrage, y compris les frais financiers éventuels.
A cet effet, le mandataire adressera au Mandant toutes les factures accompagnées le cas échéant de toutes pièces ou attestations justificatives telles que définies par le décret n° 2007-450 du 25 mars 2007.

8.3 Remboursement par la Collectivité
Sans objet

8.4 Conséquences des retards de paiement
En aucun cas le Mandataire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences du retard dans le paiement des entreprises ou d'autres tiers du fait notamment du retard de la Collectivité à verser les avances nécessaires aux règlements, de délais constatés pour se procurer les fonds nécessaires au préfinancement qui ne seraient pas le fait du Mandataire.

ARTICLE 9 - CONSTATATION DE L'ACHÈVEMENT DE LA MISSION DU MANDATAIRE

9.1 Sur le plan technique

9.2 Sur le plan financier

9.2.1 Rédition des comptes de l'opération
Le Mandataire s'engage à notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception au Mandant, l'état récapitulatif des dépenses au plus tard dans le délai de 3 mois à compter du dernier décompte général et définitif des prestataires ou de leur dernière facture.
Le Mandant notifiera son acceptation de cet état dans le délai de 1 mois, cette acceptation étant réputée acquise à défaut de réponse dans ce délai.

L’acceptation par le Mandant de l’état récapitulatif des dépenses vaut constatation de l’achèvement de la mission du Mandataire sur le plan financier et quitus global de sa mission.

**ARTICLE 10 : RÉSILIATION**

10.1 Résiliation sans faute

Le Mandant pourra résilier sans préavis le présent mandat, notamment après la consultation des prestataires d’études et, le cas échéant, à l’issue de chacune des phases d’études définies à l’article 2.

Il pourra également résilier pendant la réalisation des études, moyennant le respect d’un préavis de 1 mois sauf cas d’urgence manifeste de la part du Mandataire.

Dans tous les cas, le Mandant devra régler immédiatement au Mandataire la totalité des sommes qui lui sont dues en remboursement des dépenses et frais financiers engagés d’ordre et pour compte et à titre de rémunération pour la mission accomplie.

Il devra assurer la continuation de tous les contrats passés par le Mandataire pour la réalisation de sa mission et faire son affaire des éventuelles indemnités dues pour résiliation anticipée desdits contrats.

10.2 Résiliation pour faute

En cas de carence ou de faute caractérisée du Mandataire, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, la convention pourra être résiliée, sans préjudice de l’application des pénalités prévues à l’article 11.

**ARTICLE 12 : PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

Au cours des missions, la SPL ARAC peut être amenée à recevoir ou avoir accès à des données à caractère personnel. La SPL ARAC s’engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Fait à TOULOUSE, le 2022

en double exemplaire

Mention manuscrite « lu et approuvé »
Signature du Mandataire :

Pour le Mandant .................................................................
Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnier de Campagne (route des Vittarelles), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

**Étaient présents :**

**Étaient représentés :**
CARLESSO Danille a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Géraldine a donné pouvoir à BELISE Kathy
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREU Anila
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

**Étaient absents :**
PEREIRA Filipe

**Secrétaire de séance :** Mme Eliane BELMONTE,

Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 26

**OBJET :** Subvention exceptionnelle au fonds d’action extérieure des collectivités territoriales (FACECO) - Action UKRAINE -Soutien aux victimes du conflit

Monsieur le Maire rappelle à l’assemblée que l’article L 115-1 du CGCT permet aux collectivités territoriales d’intervenir en soutien lors de crises humanitaires : "Dans le respect des engagements internationaux de la France, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent mettre en œuvre ou soutenir toute action internationale annuelle ou pluriannuelle de coopération, d’aide au développement ou à caractère humanitaire".

Le FACECO (fonds d’action extérieure des collectivités territoriales) géré par le centre de crise et de soutien du Ministère de l’Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) vise à fournir aux collectivités un outil pour mettre en œuvre cette possibilité.

Créé en 2013, le FACECO (fonds d’action extérieure des collectivités territoriales) est un fonds de concours géré par le centre de crise et de soutien (CPCS) du Ministère de l’Europe et des Affaires Etrangères (MEAE). Il permet aux collectivités territoriales qui le désirent d’apporter une aide d’urgence aux victimes de crises humanitaires à travers le monde, qu’il s’agisse de crises soudaines (comme les catastrophes) ou durables (comme en cas de conflit). Le FACECO constitue aujourd’hui l’unique outil de l’État donnant la possibilité aux collectivités de répondre rapidement et efficacement aux situations d’urgence et à la détresse des personnes affectées.

Dans le cadre de la mobilisation pour les populations d’Ukraine victimes du conflit, le MEAE propose de contribuer financièrement à ce fonds pour exprimer concrètement la solidarité de notre collectivité. Chaque adhésion au FACECO fait l’objet d’une communication spécifique, à la fois de la part des opérateurs de terrain et du MEAE. L’effort de la collectivité sera mentionné dans l’ensemble des supports (via la présence de notre logo) et actions de communication liées à la crise pour lesquelles la collectivité aura choisi de s’engager.
Les actions d'aide d'urgence et contributions sur le terrain seront sélectionnées par le Centre des Opérations Humanitaires et de Stabilisation (COHS) du centre de crise et de soutien et dans la mesure du possible notamment en fonction de l'urgence de l'utilisation des fonds en lien avec la collectivité contributrice. Cette sélection s'effectuera en fonction :

- des besoins réels identifiés sur le terrain
- du rapport coût/efficacité des actions proposées par les opérateurs (organisations internationales, ONG françaises ou locales).

Une fois la sélection effectuée, le MEAE, par l'intermédiaire du CDCS ou des représentations diplomatiques, conclut une convention de subvention avec l'opérateur retenu et assure un suivi des actions menées, en tenant informés les contributeurs.

Il est donc proposé au conseil municipal d'accorder une subvention exceptionnelle de 10 000 euros au fonds d'action extérieure des collectivités territoriales - Action UKRAINE dans le cadre du soutien aux victimes du conflit.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 115-1 ;

Vu le décret n° 2021-637 du 21 Mai 2021 ;

Considérant les conditions humanitaires dramatiques que subissent les populations civiles ukrainiennes dans le cadre du conflit armé qui se déroule en Ukraine ;

Considérant la volonté de la Ville de Plaisance du Touch de porter une aide d'urgence efficace et tracée à destination des populations civiles ukrainiennes,

Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- d'accorder une subvention exceptionnelle de 10 000 euros au fonds d'action extérieure des collectivités territoriales - Action UKRAINE dans le cadre du soutien aux victimes du conflit,

- décide que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en direct sur le site Internet de la Ville.

VOTE

Pour : 32
Contre : 00
Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus. 
Au registre sont les signatures. Pour copie conforme.

Maire

REÇU EN PREFEITURE
le 22/03/2023
Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnier de Campagne (route des Vitarelles), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

**Etats présents :**
ACOLAS Monia, BASA-ROLLAND Sandrine, BEHM Jean-François, BARBIER Pascal, BELIZE Kathy, BELONTE Elina, BILOTTE Mathieu, COHEN Pascale, DELPECH Gérard, DRUOT Véronique, LAMIA Aliida, ESCALIER Pierre, FABRY Florence, FISCHER Chantal, GUYOT Philippe, LACOMBE Bernard, MONTANT Floriane, MORIN Pierrick, PELLEGRINO Joseph, PERREAU Anita, POCHET Marjorie, QUEVAL Florence, ROMEO François, SOULIMANI Soufiane, TORIBO Simone, VEYRIES Patricia

**Etats représentés :**
CARLESSE Danièle a donné pouvoir à LACOMBE Bernard  
CHOUARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph  
LEFOUL Gérardine a donné pouvoir à BELIZE Kathy  
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREAU Anita  
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick  
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

**Etats absents :**
PEREIRA Filipe

**Secrétaire de séance :** Mme Eline BELMONT.

Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33  
Membres présents : 26

**OBJECT :** Convention de participation au financement de la location d'une structure artificielle d'escalade mobile par la SCP RME à l'occasion de la journée Sport Aventure

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que la Ville organise, le dimanche 15 Mai 2022, une manifestation intitulée Journée Sport Aventure.

A cette occasion, la Ville, par l'intermédiaire du comité organisateur, prévoit la mise en place d'une animation escalade ouverte à l'ensemble de la population et encadrée par le club du SCP RME avec la location d'une structure artificielle d'escalade mobile (SAE).

Afin de bénéficier d'un tarif avantageux, la SAE mobile sera réservée et louée par l'intermédiaire du SCP RME pour un montant de 250 €.

Les conditions de participation au financement de cette location sont précisées dans une convention de financement entre la Mairie de Plaisance du Touch et l'Association SCP-RME qu'il convient d'approver.

Vu le Code Général des Collectivités,
Vu le décret n° 2021-637 du 21 mai 2021,
Vu l'avis de la commission Administration Générale réunie le 2 mars 2022,

Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- autorise Monsieur le Maire à signer avec l'association SCP-RME, la convention de participation au financement de la location de la SAE mobile de la fédération d'escalade à l'occasion de la journée sport aventure,
- décide que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en directe sur le site Internet de la Ville.
VOTE

Pour : 32
Contre : 00
Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme.

Le Maire

[Signature]

REÇU EN PREFEKTURE
Le 22/02/2023
CONVENTION DE PARTICIPATION
AU FINANCEMENT DE LA LOCATION DE LA SAE MOBILE DE LA FÉDÉRATION
D'ESCALADE A L'OCCASION DE LA JOURNÉE SPORT AVENTURE

ENTRE

d'une part,

La Commune de Plaisance-du-Touch, Représentée par son Maire en exercice,

ET

d'autre part, solidairesment,

L'Association SCP-RME, représentée par son Président en exercice

Il est d'abord exposé ce qui suit :

La Commune de Plaisance du Touch, organise le Dimanche 15 Mai 2022, une manifestation intitulée Journée Sport Aventure. A cette occasion, la ville par l'intermédiaire du comité organisateur prévoit la mise en place d'une animation escalade ouverte à l'ensemble de la population et encadrée par le club du SCP RME Plaisance. La SAE mobile sera réservée et louée par l'intermédiaire du SCP RME pour un montant de 250 €.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : Objet de la convention
La présente convention détermine les engagements réciproques ainsi que les modalités de participations financières de la Commune de Plaisance-du-Touch et de l'Association SCP-RME pour la location de la SAE mobile de la fédération d'escalade.

ARTICLE 2 : Engagements de la ville de Plaisance du Touch.
La commune de Plaisance du Touch s'engage à prendre à son compte le montant de 250 € de la location de la SAE mobile et à mettre à disposition un espace afin de recevoir en toute sécurité l'équipement.

ARTICLE 3 : Engagements de l'Association SCP-RME.
L'Association SCP-RME s'engage à effectuer les démarches nécessaires auprès de leur fédération pour la réservation de la SAE, ainsi que du suivi administratif et financier,
Le SCP RME s'engage à fournir une attestation de bon montage à la collectivité le jour de la manifestation.

REÇU EN PREFECTURE
le 22/05/2022
ARTICLE 4 : Affectation de l'équipement
La structure mobile sera installée à l'intérieur de la piste d'athlétisme situé à côté du gymnase J. Véme.

ARTICLE 5 : Modalité de versement
Le remboursement de la location sera versé par mandat administratif après la manifestation sur présentation de la facture acquittée auprès de la fédération.

ARTICLE 6 : durée de la convention et conditions de résiliation
La présente convention prend effet dès sa signature par les deux parties, ceci jusqu'au versement du remboursement.

Fait à Plaisance-du-Touch le

deux exemplaires

Pour la ville de Plaisance-du-Touch
Le Maire,
Philippe GUYOT

Pour l'Association
Le Président
Pierre ROUMAGNAC

REÇU EN PREFEecture
le 22/03/2022
Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnier de Campagne (route des Vitarelles), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.


Etat représenté : CARLESSEO Danièle a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Géraldine a donné pouvoir à BELISE Kathy
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREU Anita
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

Etat absent : PEREIRA Filipe

Secrétaire de séance : Mme Eline BELMONTE,

Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 26

OBJET : Garantie d’emprunt - MESOLIA HABITAT - Opération Résidence "Le Domaine des Frênes", Parc social public - Acquisition en VEFA de 11 logements situés 27 route de Toulouse

Monsieur le Maire rappelle à l’assemblée que, par délibération 21/25 du 7 avril 2021, la Ville a accordé sa garantie à hauteur de 30 % pour le remboursement d’un prêt d’un montant total de 1 971 735.00 euros souscrit par l’emprunteur MESOLIA HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l’acquisition en VEFA de 11 logements situés 27 route de Toulouse.

Le contrat de prêt annexé à la délibération portait le numéro 115778, le Conseil Départemental 31 qui garantissait les 70 % restant n’a pas pu délibérer dans les temps impartis et le prêt concerné est devenu caduc.

La Caisse des Dépôts et des Consignations a bien voulu rééditer le prêt avec les mêmes caractéristiques que le prêt initial mais avec un numéro différent.
Il convient donc délibérer à nouveau pour accorder la garantie.

Vu les articles L2252-1 et L2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l’article 2298 du Code Civil,
Vu le décret n° 2021-637 du 21 mai 2021,
Vu le contrat de prêt n° 130610 en annexe signé entre MESOLIA HABITAT ci-après l’Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,
Vu l’avis de la Commission Administration Générale réunie le 2 Mars 2022,
Considérant qu’il convient de délibérer à nouveau pour accorder la garantie dans les conditions fixées ci-dessous,
Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

**DÉCIDE**

**Article 1** : D’abroger la délibération n° 21/25 du 7 avril 2021.

**Article 2** : L’assemblée délibérante de la commune de Plaisance du Touch accorde sa garantie à hauteur de 30 % pour le remboursement d’un prêt d’un montant total de 1 971 735,00 euros souscrit par l’emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 130610 constitué de 6 lignes du prêt.

**Article 3** : La garantie est accordée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu’au complet remboursement de celui-ci et porte sur l’ensemble des sommes contractuellement dues par l’emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d’exigibilité.

Sur notification de l’impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s’engage dans les meilleurs délais à se substituer à l’emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 4** : Le conseil municipal s’engage, pendant toute la durée du prêt, à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce prêt.

**Article 5** : le conseil municipal décide que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en directe sur le site Internet de la Ville.

**VOTE**

Pour : 32
Contra : 00
Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme.

[Signature]

Le Maire

[Signature]

SUYOT

---

**REÇU EN PREFECTURE**

Le 22/03/2022
Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnier de Campagne (route des Vilarettes), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

Etaient présents :
ACOLAS Mona, BASA-ROLLAND Sandrine, BEHM Jean-François, BARBIER Pascal, BELISE Kathy, BELMONTE Elise, BILLOTTE Mathieu, COHEN Pascale, DELPECH Gérard, DROUOT Véronique, LAMIA Alicia, ESCALIER Pierre, FABRY Florence, FISCHER Chantal, GUYOT Philippe, LACOMBE Bernard, MONTANT Floriane, MORIN Pierrick, PELLEGRINO Joseph, PERREU Anita, POCHER Marjorie, QUEVAL Florence, ROMEO François, SOULIMANI Soufiane, TORIBO Simona, VEYRIES Patricia

Etaient représentés :
CARLESSO Danièle a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Géraldine a donné pouvoir à BELISE Kathy
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREU Anita
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

Etaient absents :
PEREIRA Filipa

Secrétaire de séance : Mme Eline BELMONTE,

Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 26

OBJET : Convention entre la Fondation 30 Millions d'Amis et la commune - Année 2022

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la gestion des chats errants est délicate et combien il est impératif de gérer leur population en maîtrisant leur prolifération. Un couple de chat non stérilisé peut, théoriquement, engendrer une descendance de plus de 20 000 individus en quatre ans.

Une solution a maintes fois fait ses preuves, la stérilisation.

Les associations nationales de protection animale, conscientes de cette problématique et volontaire pour aider les communes qui s'engagent dans une démarche de régulation peuvent apporter un soutien financier, c'est notamment le cas de la Fondation 30 Millions d'Amis.

Par délibération n° 21/18 prise en séance du conseil municipal du 7 Avril 2021, la Ville de Plaisance du Touch a fait le choix de s’engager dans cette collaboration via la signature d’une convention avec la Fondation 30 Millions d’Amis.

Cette convention détermine les obligations de chacune des parties intervenant dans les campagnes de stérilisation des chats errants sans propriétaire ou sans détenteur déambulant sur le domaine public de la commune.

La convention détermine l’expression des besoins de la municipalité, conformément au questionnaire envoyé chaque année, annexé à la convention.

Le budget global, correspondant aux frais de stérilisation et de tatouages, est établi en fonction du nombre de chattes/chats recensé(e)s dans le questionnaire et d’un montant maximum TTC de :

- 80 € pour une ovariectomie + tatouage I-CAD
- 60 € pour une castration + tatouage I-CAD
La municipalité et la Fondation 30 Millions d'Amis participeront financièrement, chacune, à hauteur de 50 % du coût des stérilisations et des tatouages, réalisés au cours de la période de validité de la convention.

Pour l'année 2022, la commune a estimé pouvoir stériliser 20 chats.

La fondation réglera directement le vétérinaire choisi par la commune de Plaisance du Touch, sur présentation de factures. Lesdites factures seront établies au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis.

VU l'article L. 211-23 et 27 du Code Rural et de Pêche Maritime,
VU l'article L. 212-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le décret n° 2021-637 du 21 Mai 2021,
VU l'avis de la Commission Administration Générale réunie le 2 Mars 2022,

Considérant que la prolifération des chats errants sur la commune pose des problèmes de salubrité publique,
Considérant que la capture et la stérilisation des chats sont nécessaires pour limiter leur prolifération et qu'elles conviennent, après ces opérations, de les relâcher dans leur milieu naturel,
Considérant que la Fondation 30 Millions d'Amis apporte un soutien financier aux communes qui s'engagent dans des démarches de régulation des colonies de chats errants,

Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide d'approver la signature d'une convention entre la Fondation 30 Millions d'Amis et la Ville pour l'année 2022 et tout document relatif à cette affaire,
- dit que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2022,
- décide que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en direct sur le site Internet de la Ville.

VOTE :

Pour : 32
Contre : 00
Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et année ci-dessus...

Au registre sont les signatures. Pour copie conforme.

Le Maire

[Signature]

[Ville] DE PLAISANCE

REÇU EN PREFEKTURE

Le 22/09/2022
CONVENTION 2022
de stérilisation et d’identification
des chats errants

ENTRE :
La municipalité de PLAISANCE DU TOUCH
1, Rue Maubec
31830 PLAISANCE DU TOUCH
Représentée par son Maire, Monsieur Philippe GUYOT

D’UNE PART,

ET
La Fondation 30 Millions d’Amis
40 cours Albert 1er
75008 PARIS
Représentée par son Délégué Général, Monsieur Jean-François LEGUEULLE

Ci-après définies « les parties »
D’AUTRE PART.

IL EST EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

**TITRE I – EXPOSE**

La municipalité de PLAISANCE DU TOUCH s’est rapprochée de la Fondation 30 Millions d’Amis en raison de son expertise reconue et de son savoir-faire en matière de régulation et de gestion des populations de chats libres.

La gestion des chats errants est délicate et il est impératif de gérer leurs populations en maîtrisant leur prolifération. Un couple de chats non stérilisé peut théoriquement engendrer une descendance de plus de 20 000 individus en quatre ans.

Une solution a maintes fois fait ses preuves : la stérilisation. Née du constat que l’euthanasie ou le déplacement des colonies de chats est inefficace contre la pullulation, cette pratique, reconnue par tous les experts mondiaux et en particulier ceux de l’Organisation Mondiale de la Santé, respecte la sensibilité de nos concitoyens devant la vie des animaux de compagnie.

D’une part, la stérilisation stabilise automatiquement la population féline qui continue de jouer son rôle de filtre contre les rats, souris, etc. D’autre part, elle enraye le problème des odeurs d’urine et des miaulements des femelles en période de fécondité.

Par ailleurs, le chat étant un animal territorial, ceux présents sur un site empêchent tout autre de s’y introduire. Si des chats résident en un lieu, c’est qu’il existe en effet un biotope favorable et les éradiquer entraîne leur remplacement spontané et immédiat par d’autres.
TITRE II – CONVENTION

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION :

1.1 – La présente convention encadre la mise en place d'une action visant à maîtriser les populations de chats errants sans propriétaire par le contrôle de leur reproduction, en accord avec la législation en vigueur ci-dessous mentionnée.

1.2 – Elle détermine les obligations de chacune des parties intervenant dans les campagnes de stérilisations des chats errants sans propriétaire ou sans « détenteur » vivant sur le domaine public de la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH.

1.3 – Cette convention détermine :
   - L’expression des besoins de la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH conformément au questionnaire 2022 annexé à la présente convention ;
   - Les modalités de prise en charge des frais de stérilisations et de puces électronique par la Fondation 30 Millions d'Amis et la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH.

ARTICLE 2 – MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT :

2.1 – Obligations de la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH et de la Fondation 30 Millions d'Amis

2.1.1 - Le budget global, correspondant aux frais de stérilisations et de puces électronique, est établi en fonction du nombre de chattes/chats recensé(e)s dans le questionnaire et d'un montant maximum TTC de :
   - 80 € pour une ovariectomie + puce électronique (avec marquage PE dans l'oreille)
   - 60 € pour une castration + puce électronique (avec marquage PE dans l'oreille)

La municipalité et la Fondation 30 Millions d'Amis participeront financièrement, chacune, à hauteur de 50 % du coût des stérilisations et des puces électronique, réalisées au cours de la période de validité de la convention.

2.1.2 - La municipalité de PLAISANCE DU TOUCH s'engage à verser à la Fondation 30 Millions d'Amis, sa participation financière de 50 %, avant toute opération de capture. Cette participation devra être versée par virement bancaire à l'ordre du Rib annexé à la convention et en Indiquant obligatoirement la référence : CM2022-36.

Le courrier joint à la présente convention, mentionnant le montant de la participation financière de la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH, tient lieu de justificatif.

2.1.3 - La Fondation 30 Millions d'Amis, après réception de la participation financière de la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH, s'engage à participer à hauteur du même montant.

2.1.4 - L’intégralité des frais de stérilisations et d’identification définis par la présente convention, seront directement réglés par la Fondation 30 Millions d'Amis au(x) vétérinaire(s) librement choisi(s) par la municipalité.

Lesdites factures devront être établies directement au nom de la Fondation 30 Millions d'Amis, en faisant obligatoirement apparaître:
- Le code postal et la nom de la municipalité ;
- La date et la nature de l’acte pratiqué ;
- Le numéro de puce électronique effectué. Sur l’i-CAD, dans la case « Nom d’usage » de l’animal, après le nom du chat, rajouter le nom de la mairie et son code postal.

Sans numéros de puces électronique, les factures ne seront pas prises en compte et ne seront pas réglées.

2.1.5 - Pour des raisons comptables, la participation financière des deux parties devra être utilisée impérativement au plus tard le 31 décembre 2022. Passé cette date, la participation de la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH ne pourra ni être remboursée ni être reportée sur l’année suivante.

2.2 - Obligations de la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH

2.2.1 - Dans le cadre défini par l’article L.211-27 du Code Rural, la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH, par arrêté, fera capturer les chats errants non identifiés, en état de divagation, sans propriétaire ou sans « détenteur » et vivant en groupe dans les lieux publics de la commune. Elle fera procéder à leur stérilisation et à leur identification préalablement à leur relâcher dans ces mêmes lieux.

2.2.2 - Selon les modalités prévues par l’article R.211-12 du Code rural, lorsque des campagnes de capture des chats errants sont envisagées sur tout ou partie du territoire de la commune, la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH en informe la population, par affichage et publication dans la presse locale, des lieux, jours et heures prévus, au moins une semaine avant leur mise en œuvre.

2.2.3 - Lorsqu’un chat est arrêté, la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH s’oblige en première intention à vérifier si l’animal est identifié afin, le cas échéant, de le restituer à son propriétaire.

2.2.4 - Seuls pourront être relâchés en un lieu les chats qui y ont été préalablement capturés ; aucun chat d’une autre origine géographique ne doit y être introduit.

2.2.5 - Les chats capturés par la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH et qui n’ont pas pu être restitués à leur éventuel propriétaire, sont amenés chez un vétérinaire de son choix avant d’être relâchés sur leur lieu de trappage.

2.2.6 - Les opérations de capture, de transport et de garde des animaux sont intégralement pris en charge par la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH.

2.2.7 - Les animaux sans propriétaire ou dont le propriétaire est inconnu et qui ne pourront être relâchés (maladie, problèmes sanitaires, très jeunes chatons...) devront être conduits en fourrière comme le prévoit la loi.

2.3 - Obligations de la Fondation 30 Millions d’Amis

2.3.1 - L’identification des chats se fera au nom de la « Fondation 30 Millions d’Amis – 40 cours Albert 1er – 75008 PARIS », enregistrée sur l’i-CAD en tant que professionnel sous le numéro de SIRET 325 215 085 00029.

2.3.2 - Si un chat identifié au nom de la Fondation 30 Millions d’Amis nécessite des soins vétérinaires, cette décision devra être validée en concertation avec un vétérinaire choisi par la mairie de PLAISANCE DU TOUCH et la Fondation 30 Millions d’Amis.
Un devis détaillé établi au nom de la Fondation 30 Millions d’Amitis devra être envoyé à la Fondation à direction.chut@30millionsd'amis.fr. Il devra faire apparaître le numéro d’identification du chat concerné. Aucun frais ne seront pris en charge sans la validation par nos services auparavant.

ARTICLE 3 – GESTION DE POPULATIONS DE CHATS STÉRILISÉS ET INFORMATION DU PUBLIC

3.1 – La gestion, le suivi sanitaire et les conditions de garde des populations félines seront placés sous la responsabilité de la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH.

3.2 – La municipalité de PLAISANCE DU TOUCH s'engage, après la mise en place d’une opération, à ne pas procéder à la capture des populations de chats stérilisés et identifiés au nom de la Fondation 30 Millions d’Amitis.

3.3 – La municipalité de PLAISANCE DU TOUCH s'engage à informer la population de l' action entreprise en partenariat avec la Fondation 30 Millions d’Amitis en faveur des chats errants – notamment en apposant en mairie l'affiche fournie par la Fondation 30 Millions d’Amitis valorisant le partenariat – et en rappelant aux propriétaires leurs obligations envers leurs animaux.

3.4 – D’après les expériences déjà conduites, il est vivement conseillé à dédier un endroit avec abris aux populations de chats libres stérilisées et identifiées.

TITRE III : VALIDITÉ DE LA CONVENTION

Article 1:

La présente convention prendra effet au 1er janvier 2022 et ce jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2:

La présente convention ne sera pas reconduite tacitement. Pour l'année suivante, une nouvelle demande écrite devra être adressée par la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH à la Fondation 30 Millions d’Amitis.

Fait à Paris, le 29 octobre 2021

Pour la Fondation 30 Millions d’Amitis

Jean-François LEGUEUILLE, Délégué Général

Pour la municipalité de PLAISANCE DU TOUCH

Philippe GUYOT, Maire
Questionnaire 2022
Gestion des chats errants sur votre territoire

Nom du maire : 
Adresse du maire : 
CP : 88888 Ville : 
Adresse mail : 
(N'indiquez pas votre adresse mail)

Numéro de téléphone : 05 62 13 54 23

- Avez-vous un contrat de fourrière pour les chats ? ___ OUI  ___ NON
- Si oui, combien d'entrées de chats en fourrière en 2021 ?
- Êtes-vous prêt à renégocier votre contrat de fourrière vis-à-vis des chats ? ___ OUI  ___ NON
- À combien estimez-vous le nombre de chats errants qu'il vous sera possible de faire stériliser et identifier en 2022 ? chat(s) (réponse chiffrée obligatoire)

Pour 2022, la Fondation 30 Millions d'Amis vous demande de participer aux frais vétérinaires à hauteur de 50% pour la stérilisation et l'identification de vos chats errants.

Cette contribution sera à verser directement à la Fondation avant le début des interventions, selon l'estimation du nombre de chats indiquée ci-dessus.

Les tarifs demandés aux vétérinaires sont les suivants :

- 80 € TTC pour une ovariectomie + puce électronique l-CAD (soit 40 € à votre charge)
- 60 € TTC pour une castration + puce électronique l-CAD (soit 30 € à votre charge)

Suite à votre estimation, ne sachant pas combien de mâles ou de femelles sont concernés, la Fondation partira sur une moyenne de 70 € par chat.

Exemple : dans ce cas, pour une population de 50 chats à stériliser, le budget estimatif sera de 3500 € (70 € x 50) ; il faudra alors verser une participation de 1750 € (3500 € / 2) à la Fondation 30 Millions d'Amis.

Souhaitez-vous recevoir la convention ?  ___ OUI  ___ NON

___ La signature du maire avec tampon :

FONDAITON 30 MILLIONS D'AMIS
récénnue d'utilité publique par décret du 23 mars 1995
75402 Paris Cédex 08 - tél : 01 56 56 04 44 / tél : 01 56 56 35 95
30millionsdans.fr

REÇU EN PRÉFECTURE
Le 22/03/2022
Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnier de Campagne (route des Vitareilles), sous la présidence de M. Philippe GUYOT.

Etant présents :
ACOLAS Morla, BASA-ROLLAND Sandrine, BEHM Jean-François, BARBIER Pascal, BELISE Kathy, BELMONTE Elene, BILLOTTE Mathieu, COHEN Pascale, DELPECH Gérard, DRUOT Véronique, LAMIA Alcina, ESCALIER Pierre, FABRY Florence, FISCHER Chantal, GUYOT Philippe, LACOMBE Bernard, MONTANT Floriane, MORIN Pierrick, PELLEGRINO Joseph, PERREU Anita, POCHEZ Marjole, QUEVAL Florence, ROMEO François, SOULIMANI Soufiane, TORIBO Simone, VEYRIES Patricia

Etant représentés :
CARLESSO Danièle a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Géraldine a donné pouvoir à BELISE Kathy
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREAU Anita
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

Etant absents :
PEREIRA Filipe

Secrétaire de séance : Mme Eline BELMONTE,

Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 26

OBJET : Modification des seuils de procédure formalisée

Monsieur le Maire expose à l’assemblée que l’avis relatif aux seuils de procédure formalisée pour les années 2022/2023 a été publié au Journal Officiel le 9 décembre 2021.

Ainsi, depuis le 1er janvier 2022, les seuils de procédure formalisée sont passés de :

- 214 000 € HT à 215 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services
- 5 350 000 € HT à 5 382 000 € HT pour les marchés de travaux et pour les contrats de concessions.

Le règlement intérieur de la Commande Publique est modifié en conséquence.

VU le décret n° 2021-637 du 21 Mai 2021,
VU l’avis relatif aux seuils de procédure formalisée pour les années 2022/2023 publié au Journal Officiel le 9 décembre 2021,
VU le code de la Commande Publique,
VU l’avis de la Commission Administration générale réunie le 2 mars 2022,

Considérant qu’il convient de modifier les seuils de procédure formalisée dans le règlement Intérieur de la Commande Publique,

Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide d’approuver la modification du règlement intérieur de la Commande Publique joint à la présente délibération,
- décide que la publicité des débats du Conseil Municipal est assurée par une retransmission vidéo en directe sur le site Internet de la Ville.
VOTE
Pour : 32
Contre : 00
Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et en que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme.
Le Maire

[Signature]

22/03/2022

REÇU EN PREFECTURE

[Signature]
REGLEMENT INTERIEUR

Organisant les procédures de marchés publics de la Ville de
PLAISANCE DU TOUCH
TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS ........................................................................................................... 3
PREAMBULE .................................................................................................................. 4

TITRE 1 : RESPECT DES REGLES GENERALES DE LA COMMANDE PUBLIQUE ...... 5
  Article 1 : Respect des principes fondamentaux de la commande publique ................ 5
  Article 2 : Principe général d'évaluation du besoin .................................................... 5
  Article 3 : Techniques d'évaluation du besoin ............................................................ 5

TITRE 2 : REGLES APPLICABLES AUX MARCHES PUBLICS .................................. 6
  Article 4 : Evaluation du montant de l'achat .............................................................. 6
  Article 5 : Principe d'allotissement des marchés publics .......................................... 6
  Article 6 : Choix de la technique d'achat ................................................................. 6
  Article 7 : Durée des marchés publics ..................................................................... 6
  Article 8 : Choix de la procédure de passation ......................................................... 6
  Article 9 : Modalités de passation d'un marché à procédure adaptée ....................... 7
  Article 10 : Modalités de publicité ....................................................................... 9
  Article 11 : Démattérialisation .............................................................................. 9
  Article 12 : Négociation ......................................................................................... 9
  Article 13 : Modalités de sélection des offres ......................................................... 9
  Article 14 : Utilisation des critères " responsables " de sélection des offres .......... 10
  Article 15 : Avis de la Commission Achat ............................................................. 10
  Article 16 : Compétences de la Commission d'Appels d'Offres ......................... 10
  Article 17 : Information des candidats non retenus ................................................. 11
  Article 18 : Rôle du Service Commande Publique ................................................. 11
  Article 19 : Signature du contrat .......................................................................... 11
  Article 20 : Publication des données essentielles .................................................... 11

SYNTHÈSE : SCHEMA DES PROCEDURES DE CONSULTATION ............................. 13
AVANT PROPOS

Les contrats de la commande publique sont les marchés publics et les contrats de concessions.

Les marchés publics sont des contrats conclus à titre onéreux entre les pouvoirs adjudicateurs et des opérateurs économiques publics ou privés, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures et de services.

Les contrats de concessions sont des contrats par lesquels une ou plusieurs autorités concédantes confient l’exécution de travaux ou la gestion d’un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l’exploitation de l’ouvrage ou du service, en contrepartie soit du droit d’exploiter l’ouvrage ou le service qui fait l’objet du contrat, soit de ce droit assorti d’un prix.

Le présent règlement ne traitera que des procédures applicables aux marchés publics.
PREAMBULE

Le présent règlement a pour objectif de rappeler aux agents et élus municipaux, les règles de passation des marchés publics.

Ces règles sont fixées par le Code de la Commande Publique (« CCP ») entré en vigueur le 1er avril 2019.

Le CCP distingue les procédures dites « formalisées » et les procédures dites « adaptées ».

S'agissant des procédures formalisées, les règles de passation sont clairement définies dans le Code, c'est pourquoi elles ne seront pas détaillées dans le présent règlement.

En revanche, pour la passation d'un marché à procédure adaptée, les modalités sont librement fixées par l'acheteur en fonction de la nature et des caractéristiques du besoin à satisfaire, du nombre ou de la localisation des opérateurs économiques susceptibles de répondre, ainsi que des circonstances de l'achat.

Cette liberté offerte par le Code de la Commande Publique doit être encadrée. C'est la raison pour laquelle, la Ville de PLAISANCE DU TOUCH fixe, dans le présent règlement, les règles de passation des consultations passées selon une procédure adaptée.

Ces règles internes de passation ont pour objectif d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics. En effet, dès le 1er euro, chaque achat public est constitutif d'un marché.
TITRE 1 : RESPECT DES REGLES GENERALES DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Article 1 : Respect des principes fondamentaux de la commande publique

Afin d'assurer l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics, l'acheteur respecte les principes fondamentaux de la commande publique à savoir :

- Principe de liberté d'accès à la commande publique ;
- Principe d'égalité de traitement des candidats à l'attribution d'un contrat de la commande publique ;
- Principe de transparence des procédures dans les conditions définies dans le CCP.

Ainsi, les procédures sont rendues publiques, sont non discriminatoires, conformes aux règles de concurrence et sans critère géographique et favoritisme.

Article 2 : Principe général d'évaluation du besoin

L'achat est destiné à satisfaire un besoin. La définition précise du besoin est un préalable indispensable, quels que soient le montant du contrat, sa nature, la récurrence de l'achat, ou la procédure suivie. Ainsi, la nature et l'étendue des besoins à satisfaire sont déterminées avec précision avant tout lancement de procédures en prenant compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économiques, sociales et environnementales conformément à l'Article L.2111-1 du CCP.

L'achat est répertorié selon les familles d'achats suivantes :

- **Travaux** : les marchés publics de travaux ont pour objet soit l'exécution, soit conjointement la conception et l'exécution d'un ouvrage ou de travaux de bâtiment ou de génie civil répondant à des besoins précisés par l'acheteur qui en exerce la maîtrise d'ouvrage. Un ouvrage est le résultat d'un ensemble de travaux de bâtiment ou de génie civil destiné à remplir par lui-même une fonction économique ou technique.

- **Fournitures** : les marchés publics de fournitures ont pour objet l'achat, la prise en crédit-bail, la location ou la location-vente de produits ou matériels.

- **Services** : les marchés publics de services ont pour objet la réalisation de prestations de services.

Article 3 : Techniques d'évaluation du besoin

Afin d'évaluer son besoin, l'acheteur peut effectuer des consultations ou réaliser des études de marché, solliciter des avis ou informer les opérateurs économiques de son projet et de ses exigences dans le cadre d'une démarche dite de « sourcing » ou de « benchmarking ».

Les résultats des études et échanges préalables peuvent être utilisés par l'acheteur, à condition que leur utilisation n'ait pas pour effet de fausser la concurrence ou de méconnaître les principes mentionnés à l'Article 1.
TITRE 2 : REGLES APPLICABLES AUX MARCHES PUBLICS

Article 4 : Evaluation du montant de l'achat

- L'acheteur ne peut se soustraire à l'application du Code de la Commande Publique en scandant ses achats ou en utilisant des modalités de calcul de la valeur estimée des marchés ou accords-cadres autres que celles prévues par le Code, à savoir :
  - **Travaux** : Est pris en compte la valeur globale se rapportant à une opération portant sur un ou plusieurs ouvrages ainsi que la valeur des fournitures nécessaires à leur réalisation.
  - **Fournitures et Services** : Il est procédé à une estimation de la valeur totale des fournitures et des services qui peuvent être considérés comme homogènes soit en raison de leurs caractéristiques propres soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle.

Pour les marchés d'une durée inférieure ou égale à un an, conclu pour répondre à un besoin régulier, la valeur totale sur toute la durée du marché est prise en compte.

Article 5 : Principe d'allotissement des marchés publics

Conformément à l'Article L.2113-10 du CCP, les marchés publics sont passés en lots séparés, sauf si leur objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

Par dérogation au principe d'allotissement, l'acheteur pourra avoir recours à l'entreprise générale.

Article 6 : Choix de la technique d'achat

En fonction de la nature du besoin, les marchés publics peuvent faire l'objet de techniques d'achat différentes : marché ordinaire, accord-cadre à bons de commande, marché à tranches optionnelles.

Article 7 : Durée des marchés publics

L'acheteur définit la durée du marché public en tenant compte de la nature des prestations et de la nécessité d'une remise en concurrence périodique. Le marché public peut être reconduit à condition que le contrat initial stipule et que les caractéristiques du marché ne soient pas modifiées. La durée maximum d'un contrat est fixée à 4 ans.

Article 8 : Choix de la procédure de passation

L'acheteur peut soit, recourir à une procédure dite « formalisée » détaillée dans le Code, soit recourir à une procédure dite « adaptée », en fonction de la nature et du montant du marché public. Conformément au CCP, l'acheteur peut passer un marché selon une procédure adaptée :

- Lorsque la valeur estimée hors taxe du besoin est inférieure aux seuils européens mentionnés dans un avis qui figure en annexe du présent code ;
- En raison de l'objet de ce marché, dans les conditions fixées par décret en Conseil d'État ; Cela concerne les marchés dits « sociaux et spécifiques » ;

Page 6/13
- Lorsque, alors même que la valeur estimée du besoin est égale ou supérieure aux seuils de procédure formalisée, la valeur de certains lots est inférieure à un seuil fixé par voie réglementaire.

Lorsque l’acheteur décide, malgré la possibilité de recourir à une procédure adaptée, de mettre en œuvre une procédure formalisée dont le déroulé est défini par le CCP, il doit respecter l’ensemble des règles afférentes à une telle procédure.

Article 9 : Modalités de passation d’un marché à procédure adaptée

Les modalités de publicité, le délai de remise des offres, les conditions de remise des offres, sont adaptés en fonction du montant de la consultation dont le détail est donné dans le tableau ci-après.
Le montant des seuils de déclenchement des procédures formalisées est mis à jour par la Commission Européenne tous les deux ans pour tenir compte de la fluctuation des cours monétaires.

<table>
<thead>
<tr>
<th>MONTANT HORS TAXES</th>
<th>PROCÉDURES</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Fournitures, Services ou Travaux</strong>&lt;br&gt;1 € à &lt; 3 999 €</td>
<td><strong>Consultation sur devis :</strong>&lt;br&gt;Consultation gérée par le service demandeur qui veillera à consulter au moins 2 prestataires.</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Fournitures, Services ou Travaux</strong>&lt;br&gt;4 000 € à &lt; 19 999 €</td>
<td><strong>Consultation de faible montant :</strong>&lt;br&gt;Consultation gérée par le Service Commande Publique.&lt;br&gt;Rédaction d'un acte d'engagement valant cahier des charges et d'une lettre de consultation.&lt;br&gt;Pas de publicité. Transmission du dossier via le profil acheteur à 3 candidats minimum.&lt;br&gt;Délai de remise des offres 15 jours minimum.</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Fournitures, Services ou Travaux</strong>&lt;br&gt;20 000 € à &lt; 39 999 €</td>
<td><strong>Procédure adaptée simplifiée :</strong>&lt;br&gt;Procédure adaptée avec condition de remise des plis simplifiée (offre papier possible).&lt;br&gt;Publicité sur profil acheteur, ou autre support adapté à l'objet de la consultation.&lt;br&gt;Mise en ligne du DCE sur le profil acheteur.&lt;br&gt;Délai de remise des offres 21 jours minimum.</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Fournitures, Services ou Travaux</strong>&lt;br&gt;40 000 € à &lt; 89 999 €</td>
<td><strong>Procédure Adaptée :</strong>&lt;br&gt;Publicité sur profil acheteur, ou autre support adapté à l'objet de la consultation.&lt;br&gt;Mise en ligne du DCE sur le profil acheteur, remise des plis par voie dématérialisée obligatoire.&lt;br&gt;Délai de remise des offres 21 jours minimum.</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Fournitures et Services</strong>&lt;br&gt;90 000 € et &lt; 215 000 €&lt;br&gt;Travaux :&lt;br&gt;90 000 € et &lt; 5 382 000 €</td>
<td><strong>Procédure Adaptée :</strong>&lt;br&gt;Publicité dans le Bulletin Officiel des Annonces Marchés Publics (BOAMP) ou dans un journal d'Annonces Légales (JAL).&lt;br&gt;Mise en ligne du DCE sur le profil acheteur, remise des plis par voie dématérialisée obligatoire.&lt;br&gt;Délai de remise des offres 21 jours minimum.</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Fournitures et services</strong>&lt;br&gt;≥ 215 000 €&lt;br&gt;Travaux :&lt;br&gt;≥ 5 382 000 €</td>
<td><strong>Procédure formalisée :</strong>&lt;br&gt;Publicité dans le Bulletin Officiel des Annonces Marchés Publics (BOAMP) et dans le journal officiel de l'Union Européenne (JOUE).&lt;br&gt;Mise en ligne du DCE sur profil acheteur, remise des plis par voie dématérialisée obligatoire.&lt;br&gt;Délai de remise des offres 30 jours minimum.</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Article 10 : Modalités de publicité

Les marchés publics font nécessairement l'objet d'une publicité comme indiqué ci-dessus. Les supports de publicité varient selon le montant estimé du besoin et la procédure mise en œuvre.

Cette publicité peut se faire dans la presse spécialisée, dans les journaux habilités à publier des annonces légales (JAL), dans le Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics (BOAMP) et dans le Journal officiel de l'Union européenne (JOUE).

Article 11 : Dématérialisation

La dématérialisation des marchés publics est la possibilité de conclure des marchés par voie électronique par l'emploi d'une plateforme appelée « profil acheteur ». Ainsi, les documents de la consultation sont gratuitement mis à disposition des opérateurs économiques.

Le profil acheteur permet de réceptionner par voie électronique les documents transmis par les candidats.

Article 12 : Négociation

Le recours à la négociation est possible en procédure adaptée. La Ville de PLAISANCE DU TOUCH prévoit systématiquement la tenue de négociations dans le cadre des procédures adaptées.

Le recours à la négociation est expressément indiqué dans le règlement de la consultation ainsi que ses modalités (nombre de candidats avec lesquels seront engagés des négociations et la forme : écrite ou réunion physique).

Article 13 : Modalités de sélection des offres

Le marché est attribué au candidat qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base d'un ou plusieurs critères objectifs, précis et liés à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution.

Pour attribuer le marché au candidat qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse, l'acheteur se fonde :

1° Soit sur un critère unique qui peut être :

a) Le prix, à condition que le marché soit pour seul objet l'achat de services ou de fournitures standardisés dont la qualité est insusceptible de variation d'un opérateur économique à l'autre ;

b) Le coût, déterminé selon une approche globale qui peut être fondée sur le coût du cycle de vie ;

2° Soit sur une pluralité de critères non-discriminatoires et liés à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution, parmi lesquels figure le critère du prix ou du coût et un ou plusieurs autres critères comprenant des aspects qualitatifs, environnementaux ou sociaux. Il peut s'agir des critères suivants :
a) La qualité, y compris la valeur technique et les caractéristiques esthétiques ou fonctionnelles, l'accessibilité, l'apprentissage, la diversité, les conditions de production et de commercialisation, la garantie de la rémunération équitable des producteurs, le caractère innovant, les performances en matière de protection de l'environnement, de développement des approvisionnements directs de produits de l'agriculture, d'insertion professionnelle des publics en difficulté, la biodiversité, le bien-être animal ;

b) Les délais d'exécution, les conditions de livraison, le service après-vente et l'assistance technique, la sécurité des approvisionnements, l'interopérabilité et les caractéristiques opérationnelles ;

c) L'organisation, les qualifications et l'expérience du personnel assigné à l'exécution du marché ; lorsque la qualité du personnel assigné peut avoir une influence significative sur le niveau d'exécution du marché.

D'autres critères peuvent être pris en compte s'ils sont justifiés par l'objet du marché ou ses conditions d'exécution.

Article 14 : Utilisation des critères « responsables » de sélection des offres

La Ville de PLAISANCE DU TOUCH intégrera, à chaque fois que cela sera possible, un critère de performance environnementale et sociale.

Article 15 : Avis de la Commission Achat

La Ville de PLAISANCE DU TOUCH a fait le choix de créer une Commission Municipale relative aux achats ; La Commission Achat a un rôle consultatif et donne un avis sur l'attribution des marchés publics passés selon une procédure adaptée dont la valeur estimée est égale ou supérieure à 20 000 € HT.

La Commission Achat est composée de 8 membres et se réunit, par principe, le 3ème mardi de chaque mois.

Les convocations à la commission avec la liste des dossiers inscrits à l'ordre du jour sont envoyées 5 jours avant la date de la réunion. Le Président de la commission reçoit les rapports d'analyse des offres le jeudi qui précède la réunion de la commission. Ces rapports d'analyse des offres accompagnés des cahiers des charges des dossiers inscrits à l'ordre du jour sont transmis aux autres membres le vendredi qui précède la réunion.

Article 16 : Compétences de la Commission d'Appels d'Offres

Les marchés conclus sur la base d'une procédure formalisée sont attribués par la Commission d'Appels d'Offres (CAO).

La commission est composée de 5 membres à voix délibérative et d'un Président (le Maire ou son représentant). Peuvent participer à la CAO avec voix consultative, sur invitation du Président de la commission :

- Le trésorier payeur ;
- Un représentant de la Direction Départementale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DDCCRF) ;
- Des personnalités compétentes dans le domaine dans lequel s'inscrit le marché (personnalités ou un ou plusieurs agents)
Les convocations à la commission avec la liste des dossiers inscrits à l'ordre du jour sont envoyées 5 jours avant la date de la réunion. Le Président de la commission reçoit les rapports d'analyse des offres le jeudi qui précède la réunion de la commission. Ces rapports d'analyse des offres accompagnés des cahiers des charges des dossiers inscrits à l'ordre du jour sont transmis aux autres membres, le vendredi qui précède la réunion.

**Article 17 : Information des candidats non retenus**

L'information des candidats non retenus se fait par voie électronique. Le courrier d'information doit mentionner les caractéristiques de l'offre retenue (nom du candidat, note obtenue, prix, classement) et les caractéristiques de l'offre du candidat évincé (note obtenue, classement).

Pour les marchés passés selon une procédure formalisée, un délai minimal de onze jours est respecté entre la date d'envoi de la notification au candidat du rejet de son offre et la date de signature du marché par l'acheteur. Ce délai de suspension dit « délai de standstill » ne s'applique pas en procédure adaptée.

**Article 18 : Rôle du Service Commande Publique**

Le Service Commande Publique coordonne l'ensemble de la politique d'achat et procède à une estimation constante de tous les besoins en fournitures, services et travaux des différentes directions. Il définit ainsi les procédures applicables en conformité avec les termes du CCP.

Chaque année, le Service Commande Publique établit la programmation de la commande publique qui retrace les marchés existants et les procédures à lancer.

**Article 19 : Signature du contrat**

Par délibération en date du 7 juillet 2020, le Maire a reçu délégation du Conseil Municipal pour « prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ».

Ainsi, après la rédaction d'une décision municipale, les marchés conclus sur la base d'une procédure adaptée ou formalisée sont signés par Monsieur le Maire.

**Article 20 : Publication des données essentielles**

L'acheteur offre, sur son profil d'acheteur, un accès libre, direct et complet aux données essentielles des marchés répondant à un besoin dont la valeur est égale ou supérieure à 40 000 €. Ces données essentielles portent sur :

- La procédure de passation du marché ;
- Le contenu du contrat ;
- L'exécution du marché, notamment, lorsqu'il y a lieu, sur sa modification.

En dessous du seuil de 40 000 €, l'acheteur peut satisfaire à cette obligation d'information en publilant au cours du premier trimestre de chaque année, sur le support de son choix, la liste des marchés conclus l'année précédente.
En complément de cette obligation, la Ville de PLAISANCE DU TOUCH met en ligne sur son site internet la liste des marchés passés chaque année dont le montant est supérieur à 4 000 €.

**Article 21 : Les avenants**

L'avenant est l'acte par lequel les parties à un contrat conviennent de modifier ou de compléter une ou plusieurs de ses clauses.

Cette modification ne peut avoir ni pour objet, ni pour effet, de substituer au contrat initial un autre contrat, soit parce que son économie en serait bouleversée, soit parce que son objet ne serait plus le même.

L'avenant ne doit pas entraîner une modification substantielle du marché.

Tout projet d'avenant entraînant une augmentation du montant du marché supérieur à 5 % devra être présenté en Commission Achat si procédure adaptée, et en Commission d'Appels d'Offres si procédure formalisée.
SYNTHESE : SCHEMA DES PROCEDURES DE CONSULTATION

Marché public dont la valeur est comprise entre 4 000 € H.T et 20 000 € H.T

Marché public dont la valeur est supérieure à 20 000 € H.T

Marché public en procédure adaptée:
consultation de faible montant

Marché public en procédure adaptée
Consultation obligatoire de la Commission Achat.

Pas de consultation de la Commission Achat

Constitution du Marché public par Monsieur le Maire

Signature du Marché public par Monsieur le Maire

Signature du Marché public par Monsieur le Maire

Invitation obligatoire du Directeur de la concurrence, consommation et répression des fraudes ou son représentant, ainsi que du comptable public à la

Attribution du marché par la commission d'Appels d'Offres

Ville de PLA...
1er 22/03/2022
Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnier de Campagne (route des Vitarelles), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

Etaient présents :
ACOLAS Monica, BASA-ROLLAND Sandrine, BEHM Jean-François, BARBIER Pascal, BELIZE Kathy, BELMONTE Elina, BILOTTE Mathieu, COHEN Pascal, DELPECH Gérard, DRUOT Véronique, LAMIA Alicia, ESCALIER Pierre, FABRY Florence, FISCHER Chantal, GUYOT Philippe, LACOMBE Bernard, MONTANT Floriane, MORIN Pierrick, PELLEGRINO Joseph, PERREAU Anita, POCHÉZ Marjorie, QUEVAL Florence, ROMEO François, SOULIMANI Soufiane, TORIBO Simone, VEYRIS Patricia

Etaient représentés :
CARLESSO Danièle a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUMI Mélina a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Géraldine a donné pouvoir à BELIZE Kathy
MARTIN Yanick a donné pouvoir à PERREAU Anita
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

Etaient absents :
PEREIRA Filipe

Secrétaire de séance : Mme Elina BELMONTE,

Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 26

OBJET : SDEHG - Travaux d'éclairage public, avenue du Lac (5 BU 232)

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'à la suite de la demande de la collectivité, le SDEHG a réalisé l'étude de l'opération suivante :

Rénovation de points lumineux et pose d'un dispositif de sécurité avenue du Lac :

- fourniture et pose de 3 mâts de 3,50m au niveau des PL n° 2189, 2198 et 2201 situés avenue du Lac
- fourniture et pose de 3 lanternes décoratives LED VESTA (continuité EP), VESTA 17 watts en RAL 7016 avec abaissement 50 % de 22h à 1h et 70 % de 1h à 5h30
- fourniture et mise en place de 17 étoiles de protection pour venir protéger les mâts souvent accidentés avenue du Lac, PL n° 2189 à 2205.- Abaissement de 50 % (-2 ; +1) et 70 % ( +1 ; +5,5).

Compte tenu des règlements applicables au SDEHG, la part restant à la charge de la commune se calculerait comme suit :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Description</th>
<th>Montant</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>TVA (récupérée par le SDEHG)</td>
<td>2 336€</td>
</tr>
<tr>
<td>Part SDEHG</td>
<td>3 246€</td>
</tr>
<tr>
<td>Part restant à la charge de la commune (ESTIMATION)</td>
<td>9 297€</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Total</strong></td>
<td><strong>14 879€</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Avant de planifier les travaux correspondants, le SDEHG demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le décret n° 2021-637 du 21 mai 2021,
VU l'avis de la Commission Travaux et Patrimoine réunie le 2 Mars 2022,
Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'Avant-Projet présenté,
- décide de couvrir la part restant à la charge de la commune sur ses fonds propres. La dépense sera inscrite au budget 2022 chapitre 204 compte 2041582.
- décide que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en directe sur le site Internet de la Ville.

**VOTE**

Pour : 32
Contre : 00
Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessous.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme.

Le Maire

[Signature]

Philippe GUYOT

RECU EN PREFETTURE

Le 22/03/2022
Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régieusement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnier de Campagne (route des Vitarelles), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

Étaient présents :
ACOLAS Monia, BASA-ROLLAND Sandrine, BEHM Jean-François, BARBIER Pascal, BELISE Kathy, BELMONTE Eline, BILOTTE Mathieu, COHEN Pascale, DELPECH Gérard, DRUOT Véronique, LAMIA Alicia, ESCALIER Pierre, FABRY Florence, FISCHER Chantal, GUYOT Philippe, LACOMBE Bernard, MONTANT Floriane, MORIN Pierrick, PELLEGRINO Joseph, PERREU Anita, POCHIES Marjorie, QUEVAL Florence, ROMEO François, SOULIMANI Soufiiane, TORIBO Simone, VEYRIES Patrícia

Étaient représentés :
CARLESSE Denièle a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Gérardine a donné pouvoir à BELISE Kathy
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREU Anita
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

Étaient absents :
PEREIRA Filipe

Sécretaire de séance : Mme Éline BELMONTE

Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 26

OBJET : SDEHG - Travaux d’installation de prises guirlandes, rue des Ecoles (5 BU 166)

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu’à la suite de la demande de la commune du 5 mai 2021, le SDEHG a réalisé l’étude de l’opération suivante :


- installer les PG côté latéral des mât, pour permettre l’installation des motifs sur l’avant ou l’arrière des mât.

Compte tenu des règlements applicables au SDEHG, la part restant à la charge de la commune se calculerait comme suit :

- TVA (récupérée par le SDEHG) : 518€
- Part SDEHG : 2 015€
- Part restant à la charge de la commune (ESTIMATION) : 669€

Total : 3 202€

Avant de planifier les travaux correspondants, le SDEHG demande à la commune de s’engager sur sa participation financière.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le décret n° 2021-637 du 21 Mai 2021,
VU l’avis de la Commission Travaux et Patrimoine réunie le 2 Mars 2022,
Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'Avant-Projet présenté,
- décide de couvrir la part restant à la charge de la commune sur ses fonds propres. La dépense sera inscrite au budget 2022 chapitre 204 compte 2041582,
- décide que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en directe sur le site internet de la Ville.

VOTE
Pour : 32
Contre : 00
Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme.

Le Maire

[Signature]

GUYOT

REÇU EN PREFECTURE
le 22/03/2022

[your signature]
Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnier de Campagne (route des Vitellines), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

Étaient présents :
ACOLAS Monia, BASA-ROLLAND Sandrine, BEHM Jean-François, BARBIER Pascal, BELISE Kathy, BELMONTE Elina, BILOTTE Mathieu, COHEN Pascale, DELPECH Gérard, DRUOT Véronique, LAMIA Alice, ASCALIER Pierre, FABRY Florence, FISCHER Chantal, GUYOT Philippe, LACOMBE Bernard, MONTANT Floriane, MORIN Pierrick, PELLEGRINO Joseph, PERREAU Anita, POCHÉZ Marion, QUEVAL Florence, ROMEO François, SOULIMANI Soufiane, TORIBO Simone, VEYRIES Patricia

Étaient représentés :
CARLESSO Danièle a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Géraldine a donné pouvoir à BELISE Kathy
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREAU Anita
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

Étaient absents :
PEREIRA Filipe

Secrétaires de séance : Mme Elina BELMONTE,

Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 26

OBJET : ORANGE - Convention de travaux d’effacement de réseaux - Rue des Aubépines

Monsieur le Maire informe l’assemblée du projet de réalisation des travaux de mise en souterrain des réseaux de communications électroniques existants rue des Aubépines, dans le cadre du projet global d’effacement des réseaux sur cette rue.

A ce titre, une convention est proposée afin de fixer les conditions dans lesquelles l’entreprise Orange et la commune s’engagent à exécuter et à financer lesdits travaux.

Les travaux concernent la mise en souterrain des lignes existantes de réseaux et de branchements de communications électroniques.

Dans le cadre de cette opération, l’entreprise Orange assurera les travaux de câblage suivants :
- tirage et raccordement des nouveaux câbles dans les ouvrages neufs réalisés
- reprise en souterrain ou en façade des installations des clients concernés
- dépose des anciens câbles, des appuis et fixations abandonnés.

Ces travaux représentent un coût de 3 199,88 € HT à la charge de la commune.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le décret n° 2021-637 du 21 Mai 2021,
VU l’avis de la Commission Travaux et Patrimoine réuni le 02 mars 2022,
Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le projet présenté et autorise les travaux d'effacement des réseaux de communications électroniques rue des Aubépines,
- adopte la convention passée avec l'entreprise Orange,
- autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention proposée en annexe pour la réalisation des travaux présentés,
- décide que la publicité des débats du Conseil Municipal est assurée par une retransmission vidéo en directe sur le site Internet de la Ville.

VOTE
Pour : 32
Contre : 00
Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme.

Le Maire
Philippe GUYOT
CONVENTION
Commune de PLAISANCE DU TOUCH - Orange
Travaux d'effacement des réseaux de communications électroniques.

Entre :

La Commune de PLAISANCE DU TOUCH située Rue maubec 31830, dûment représentée par M. Philippe GUYOT, en sa qualité de Maire et en application de la délibération n° ............... du .... ci-après dénommé « la Commune »

et

ORANGE - société anonyme au capital de 10 640 226 396 euros, dont le siège social est situé 78, rue Olivier de Serres, 75015 Paris, immatriculée au R.C.S de Paris sous le numéro 380 129 866, représentée par Monsieur Sébastien PLANZIER Directeur de l'Unité Pilotage Réseaux Sud Ouest. Domiciliée, 1 avenue de la Gare 31120 PORTET SUR GARONNE ci après dénommée " l'Opérateur ",

Collectivement dénommés « les parties »

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre de l'aménagement urbain situé RUE DES AUBEPINES, la Commune de PLAISANCE DU TOUCH souhaite effacer les réseaux de communication électronique. La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles Orange et la Commune s'engagent à exécuter et à financer les dits travaux.

Ces travaux seront menés en conformité avec les conditions énumérées ci-après.

ARTICLE 2 – DÉSIGNATION DES TRAVAUX

La présente convention concerne les travaux suivants :

Désignation du projet : Mise en souterrain des réseaux existants
Situation des ouvrages : RUE DES AUBEPINES

- Les travaux de mise en souterrain portent sur les lignes existantes de réseaux et de branchements de communications électroniques.

- L'opportunité des chantiers envisagés est du seul ressort de la collectivité.

Les définitions suivantes sont retenues au sens de la présente convention :

REÇU EN PREFECTURE
Le 22/03/2022
Application apprise E-logistics.com
• les « Installations de Communications Électroniques » visées dans la présente convention désignent les fourreaux, les chambres de tirage y compris leurs cadres et trappe, les bornes de raccordement destinées à recevoir le câblage. Elles ne comprennent ni les câbles ni ses accessoires.
• Les « Infrastructures de communication électronique » désignent les câbles et matériels de raccordement.
• les « Équipements de Communications Électroniques » comprennent les Installations et les Infrastructures de Communications Électroniques.

**ARTICLE 3 - CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La convention s'applique aux travaux nécessaires, sur le domaine public routier et sur les domaines privés (à l'exception des parties privatives intérieures aux immeubles) à la mise en souterrain des équipements de communications électroniques désignés à l'article 2, dans le respect des dispositions du code des postes et communications électroniques, des règles techniques en vigueur et notamment des règles d'hygiène et de sécurité, et des spécifications de matériel.

**3.1 - PRESTATIONS TECHNIQUES**

**3.1.1 - Études**

L'opérateur fournit à la Commune un plan de génie civil indiquant, le tracé de ses propres canalisations, l'implantation des bornes de raccordement en précisant les types de chambres à poser, leur position de principe et pour la reprise en souterrain des branchements, la position estimative de l'aduction vers les domaines privés.

L'opérateur réalise les études et l'ingénierie relatives aux infrastructures de communication électronique.

**3.1.2 - Travaux de génie civil**

La Commune est maître d'ouvrage des travaux nécessaires au transfert en souterrain des réseaux et branchements existants, qui comprennent notamment :

- l'ouverture de la tranchée (démolition des revêtements, terrassement, déblayage, étaiage éventuel, aménagement du fond de fouille),
- la fermeture de la tranchée (remblayage, dispositifs avertisseurs, compactage),
- la réfection des revêtements (provisoires et/ou définitifs),
- l'installation des équipements annexes (barrières, clôture, signalisation, balisage, dépôt de matériels, baraquements,...).

**3.1.3 - Travaux de câblage**

Orange fait réaliser les travaux concernant :

- la trame et le raccordement des nouveaux câbles dans les ouvrages neufs réalisés.
- la reprise en souterrain ou en façade des installations des clients concernés.
- la dépose des anciens câbles, des appuis et fixations abandonnés.

**3.2 - CONCEPTION DU PROJET**

L'opérateur est associé, au choix de l'itinéraire des réseaux posés et à la capacité des ouvrages souterrains.

Il précise à la Commune ses besoins d'équipement et notamment le nombre d'aîvées qui lui sont nécessaires.
La Commune se réserve le droit d'assurer la coordination des travaux, objet de la présente convention, avec la réalisation d'autres travaux intéressant le domaine public routier, conformément aux dispositions de l'article L.115-1 du code de la voirie routière. Il informe l'opérateur des décisions (notamment calendrier des travaux et dispositions techniques) arrêtées en la matière.

Chaque maître d'ouvrage fait son affaire de la mise en œuvre des prescriptions du code du travail, relatives à la prévention des risques et à la sécurité sur le chantier, et de leur observation par les entreprises intervenantes.

ARTICLE 4 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

La Commune s'oblige à exécuter les présentes prestations avec tout le soin nécessaire et en application des règles de l'art. A ce titre, elle s'engage à appliquer les normes techniques ou guides pratiques en vigueur, notamment :
- UTE C 15900 (adduction/pénétration/cohabitation réseaux énergie et communication)
- EN 50174-1 (qualité)

ARTICLE 5 – EXECUTION DES TRAVAUX DE CÂBLAGE

Les travaux de câblage sont réalisés par une entreprise agréée Orange.
Les travaux de câblage ne commenceront qu'après constatation par Orange de la conformité technique des installations validées par un procès verbal notifié sans réserve.

ARTICLE 6 – RÉCEPTION DES INSTALLATIONS DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

L'opérateur (son sous-traitant ou son représentant) est invité aux réunions de chantier, et dispose d'un droit d'accès permanent sur les chantiers d'implantation des Installations de Communications Électroniques réalisées au nom de l'opérateur sous la maîtrise d'ouvrage de la Commune. Leur vérification technique, qui peut être réalisée par tranches, est effectuée selon le processus suivant :

- Sur demande de l'entreprise mandatée par la Commune pour réaliser les travaux, adressée à l'opérateur par courrier ou courriel, celui-ci procède à la vérification des Installations de Communications Électroniques réservées à ses propres besoins, sous réserve de la réalisation préalable par l'entreprise des essais d'évalutation et de la remise des plans projets comportant les cotes d'implantation et les annotations de chantier (plans de récolement après chantier) relatives aux dites Installations de Communications Électroniques.

- A la suite de cette vérification, l'opérateur remet à l'entreprise un procès verbal de réception des Installations de Communications Électroniques.

- Si toutefois l'entreprise mandatée bénéficie d'une certification ISO 9001/2000, elle peut simplement adresser le procès verbal d'autocontrôle à l'opérateur.

- Lors de la vérification, des réserves peuvent être constatées par l'opérateur. Elles devront être levées préalablement à une seconde vérification technique organisée dans un nouveau délai spécifié, mais ne pouvant excéder les 25 jours calendaires qui suivent. À défaut, le certificat de conformité sera émis avec réserves qui seront levées à l'achèvement complet de l'effacement des réserves, en particulier après les réfections de voirie.

ARTICLE 7 - UTILISATION DES OUVRAGES MIS A DISPOSITION – RÉGIME DE PROPRIÉTÉ
• L'opérateur devient propriétaire, à titre gratuit et à compter de leur réception définitive, des
Équipements de Communications Électroniques implantés sur le domaine public. Orange
demanderait une permission de voirie et paliera la redevance d'occupation du domaine public.
Orange, dès lors, assure l'exploitation et la maintenance des Équipements de Communications
Électroniques ainsi que le paiement, au gestionnaire concerné, de la redevance d'occupation du
domaine public routeur. Cependant, les déplacements des Équipements de Communications
Électroniques dans les cinq ans qui suivent la réception définitive de ceux-ci seront à la charge de la
commune.

• Avant la date de réception définitive, la Commune assume la responsabilité des dommages causés
aux tiers ou des dommages causés aux Équipements de Communications Électroniques pour la
partie issue de la dissimulation des appuis Orange.

• A compter de cette date, cette responsabilité est transférée à Orange.

ARTICLE 8 - CONDITIONS FINANCIÈRES

8.1 - Financement

La commune prend à sa charge la totalité du financement des opérations nécessaires à la mise en
bouton des réseaux de télécommunications existants.

8.2 - Cadre des modalités

La Commune prend à sa charge la réalisation des tranchées, la pose des Installations de Génie Civil
et les travaux de câblages qui seront effectués par une entreprise agréée par Orange.

La Commune prend à sa charge la totalité du coût de l'étude (génie civil et câblage) et la fourniture
de tous les matériaux nécessaires.

Afin de faciliter le déroulement des travaux, l'opérateur pré financerait les prestations d'études, les
travaux de câblage.

La Commune remboursera l'opérateur selon les modalités suivantes :

Versement de la totalité des prestations Orange, telles que décrites dans l'annexe 1, facturées à la
réception définitive des travaux.

Le paiement de 3199.88 €HT sera mis à la disposition de Orange par versement à :

ORANGE
Caisse groupe 50 D Lille
1 a, rue de Bréguannoir
BP 41
94471 BOISSY ST LEGER CC
Banque : BSD AGE Grandes Entreprises
Code Banque : 30027
Code Guichet : 17218
N° de Compte : 000571816503
Clé RIB : 33

8.3. Délais de règlement

Le règlement de chaque facture intervient dans un délai de 45 jours à compter de la date portée sur la
facture, sous réserve que celle-ci soit parvenue dans le délai maximal de six jours calendaires à
compter de cette date (le cachet de la poste faisant foi)
8.4 Pénalités à la charge de la Collectivité pour retard de règlement

En cas de retard de règlement, des pénalités sont exigibles et versées après mise en demeure de Orange. Elles sont calculées à compter du jour suivant la date de règlement figurant sur la facture jusqu’au jour de crédit effectif du compte de Orange, à un taux égal à une fois et demie le taux de l’intérêt légal. Le taux d’intérêt légal retenu est le taux en vigueur au jour d’émission de la facture.

8.5 - Redevance d’occupation du domaine public

L’opérateur, propriétaire des ouvrages de génie civil, est redevable envers le gestionnaire du domaine public occupé de la redevance établie par l’autorité gestionnaire de la voirie, en application de l’article L. 47 du code des postes et communications électroniques.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITÉS

Chaque partie renonce à tout recours contre l’autre partie à raison des malfaçons constatées après l’achèvement complet du chantier, en particulier après les réfections de voirie.

ARTICLE 11 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et se terminera à la réception des travaux et après levée de toutes réserves le cas échéant.
La convention deviendra caduc si les travaux ne sont pas commencés dans les six mois à compter de sa signature.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION A LA DEMANDE DE L’UNE DES PARTIES

Toute demande de résiliation de la présente convention par l’une des deux parties, doit être adressée, par lettre recommandée, trois mois au moins avant la date souhaitée.
Le non-respect de la présente convention et de ses annexes, deux mois après une mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse, entraîne la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 13 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes adaptations ou modifications de la présente convention s’effectueront par voie d’avenant.

ARTICLE 14 - CHANGEMENT DE STATUT

En cas de changement de statut juridique de l’une des parties à la présente convention, la présente convention sera transférée de plein droit à la nouvelle entité juridique sous réserve de l’accord écrit de l’autre partie.

ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITÉ

La Commune s’engage à ne pas communiquer et/ou à ne pas divulguer à des tiers les plans appartenant à Orange et faisant l’objet de la présente convention à l’exception des personnes, dont le nombre devra être nécessairement limité, qui auront pour mission l’exécution de la présente convention.
La Commune s'engage d'une part, à informer les dites personnes de la confidentialité à laquelle sont soumis les plans et d'autre part, à prendre de façon générale, toute mesure permettant de préserver la confidentialité des documents objet du présent article.

A l'issue de la convention, la Commune s'engage à restituer les plans à première demande écrite de Orange sans en conserver de copie.

La présente clause continuera à s'appliquer pendant un délai de trois ans après la résiliation de cette convention pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 16 – CONTESTATION

A défaut de règlement amiable, tout litige dans l'interprétation ou de l'exécution de cette convention, sera soumis par la partie la plus diligente devant la juridiction compétente.

ARTICLE 17 – ANNEXES

La présente convention comporte les devis des dépenses de Orange relatifs à l'opération de dissimulation de réseau de télécommunications, ayant valeur contractuelle.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux et 1 page annexe sans renvoi ni mot nul.

Fait en deux exemplaires originaux le .................

<table>
<thead>
<tr>
<th>Orange</th>
<th>Commune</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Unité de Pilote Réseau</td>
<td>De</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Pour Orange

SENEGAS

Pour la commune

M. GUYOT, Maire

REÇU EN PREFECTURE

Le 22/03/2022
Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnerie de Campagne (route des Vitrailles), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

Étaient présents :
ACOLAS Monia, BASA-ROLLAND Sandrine, BEHM Jean-François, BARRIER Pascal, BELISE Kathy, BELMONTE Elina, BILLOTTE Mathieu, COHEN Pascale, DELPECH Gérard, DRUOT Véronique, LAMIA Alicia, ESCALIER Pierre, FABRY Florence, FISCHER Chantal, GUYOT Philippe, LACOMBE Bernard, MONTANT Floriane, MORIN Pierrick, PELLEGRINO Joseph, PERREU Anita, POCHEZ Marjorie, QUEVAL Florence, ROMEO François, SOULIMANI Soufiane, TORIBO Simone, VEYRIès Patrícia

Étaient représentés :
CARLESSO Danièle a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Géraldine a donné pouvoir à BELISE Kathy
MARTIN Yanick a donné pouvoir à PERREU Anita
THELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

Étaient absents :
PEREIRA Filippe

Secrétaire de séance : Mme Eline BELMONTE,
Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 26

OBJET : Travaux de requalification des anciennes tribunes - Demande de subvention auprès du Conseil Départemental

Monsieur le Maire informe l’assemblée du projet d’effectuer des travaux en faveur de la requalification des anciennes tribunes du stade d’honneur, installations devenues bien trop vétustes, afin de créer des locaux plus adaptés aux associations sportives du football et rugby ainsi que des locaux techniques adaptés à l'évolution des équipements d'entretien des terrains de jeux.

Les travaux sont estimés à 207 480 € HT, et les crédits afférents sont inscrits au budget primitif 2022.

L'ensemble des travaux détaillés ci-après est éligible à l'octroi d'une subvention du Conseil Départemental de la Haute-Garonne au titre des Contrats de Territoire,

- anciennes tribunes stade honneur : démolition partielle et reconstruction (environ 50m²) pour restituer les locaux associatifs (football, rugby et association du Cotton Club), la buvette et, pour agrandir le local technique permettant le stationnement des tracteurs pour l'entretien des terrains.

- gradins stade honneur : reconstruction des gradins démontés (180 places) à la suite des travaux du système pluvial réalisés en 2021 afin de repositionner les gradins dans l’axe du terrain.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le décret n° 2021-637 du 21 Mai 2021,
VU l'avis de la Commission Travaux et Patrimoine réunie le 02/02/2022,
Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le projet présenté,
- sollicite auprès du Conseil Départemental de la Haute-Garonne une subvention d'un montant maximal de 62 244 € (représentant 30% des Investissements) au titre des Contrats de Territoire,
- autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes au montage du dossier de subvention ainsi que toutes les pièces administratives s'y rapportant,
- décide que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en directe sur le site Internet de la Ville.

**VOTE**

Pour : 32
Contre : 00
Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme,

Le Maire

[Signature]

Philippe GUYOT

---

**REÇU EN PREFECTRUE**

10 22/03/2022

[Signature]
Le 15 mars 2022 à 19h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnier de Campagne (route des Vitarailles), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

**Était présent :**
ACOLAS Monia, BASA-ROLLAND Sandrine, BEHM Jean-François, BARBIER Pascal, BELIZE Kathy, BELMONTE Elina, BILOTTE Mathieu, COHEN Pascale, DELPECH Gérard, DRUOT Véronique, LAMIA Alicia, ESCALIER Pierre, FABRY Florence, FISCHER Chantal, GUYOT Philippe, LACOMBE Bernard, MONTANT Floriane, MORIN Pierrick, PELLEGRINO Joseph, PERREU Anita, POCHEZ Marjorie, QUEVAL Florence, ROMEO Françoise, SOULIMANI Soufiane, TORIBO Simone, VÉRYES Patricia

**Étaient représentés :**
CARLESSO Danièle a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Géraldine a donné pouvoir à BELIZE Kathy
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREU Anita
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

**Étaient absents :**
PEREIRA Filipe

**Secrétaire de séance :** Mme Eline BELMONTE,

**Convocation du :** mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 26

**OBJET :** Travaux d’extension du bâtiment des Services Techniques - Demande de subvention auprès du Conseil Départemental

Monsieur le Maire informe l’assemblée du projet d’effectuer des travaux en faveur de la réorganisation des services sur le site des Services Techniques, afin de mutualiser les moyens administratifs, mais aussi pour optimiser les locaux communaux.


- **extension des Bâtiments Administratifs :** création de 200m² de bureaux pour accueillir les services Urbanisme et Informatique
- **travaux de requalification des Ateliers Municipaux :**
  - création d’un local Archives Communales et d’un Magasin,
  - réaménagement des vestiaires,
  - création de stationnement pour véhicules de la Police Municipale,
  - réorganisation des différents ateliers (Garage, Espaces Verts, Voie, Bâtiment, Festivités).

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le décret n° 2021-637 du 21 Mai 2021,
VU l'avis de la Commission Travaux et Patrimoine réunie le 02/02/2022,
Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le projet présenté,
- sollicite auprès du Conseil Départemental de la Haute-Garonne une subvention d'un montant maximal de 240 000 € (représentant 30% des investissements) au titre des Contrats de Territoire,
- autorise Monsieur le Maire à signer toutes les pièces afférentes au montage du dossier de subvention ainsi que toutes les pièces administratives s'y rapportant,
- décide que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en directe sur le site internet de la Ville.

**VOTE**

Pour : 32
Contre : 00
Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus. Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme.

[Signature]

Le Maire

GUYOT

---

**REÇU EN PREFECTURE**

Le 22/03/2022

[Signature]

Le préfet
Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonner de Camagne (route des Vitrailles), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

Etaient présents :
ACOLAS Monia, BASA-ROLLAND Sandrine, BEHM Jean-François, BARBIE Pascal, BELISE Kathy, BELMONTE Eline, BILOTTE Mathieu, COHEN Pascale, DELPECH Gérard, DRUOT Véronique, LAMIA Alicia, ESCAILER Pierre, FABRY Florence, FISCHER Chantal, GUYOT Philippe, LACOMBE Bernard, MONTANT Floriane, MORIN Pierrick, PELLEGRINO Joseph, PERREAU Anita, POCHEZ Marjorie, QUEVAL Florence, ROMEO François, SOULIMANI Souffiane, TORIBO Simone, VEYRIES Patricia

Etaient représentés :
CARLESSO Dalilie a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Gérardine a donné pouvoir à BELISE Kathy
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREAU Anita
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

Etaient absents :
PEREIRA Filiphe

Secrétaire de séance : Mme Eline BELMONTE,

Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 26

OBJET : Convention de Maîtrise d'Œuvre Désignée - Travaux rues d'Aquitaine et 8 Mai

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'en 2022, le Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement (SMEA – compétences eau potable et eaux usées) et la commune de Plaisance du Touch (compétence eaux pluviales) ont chacun un projet de travaux sur la rue d'Aquitaine et la rue du 8 Mai 1945 (tronçon nord) à Plaisance du Touch.

Ces deux entités souhaitent faire réaliser ces travaux par les mêmes entreprises et par les mêmes prestataires afin d'assurer une meilleure coordination des travaux, d'en réduire le coût pour les deux parties, d'en réduire les délais d'exécution et d'en limiter les désagréments aux riverains.

La commune accepte d'assurer la maîtrise d'œuvre de l'ensemble de l'opération visée en objet et de conclure une convention de délégation de maîtrise d'œuvre avec le SMEA pour les travaux sur les réseaux d'eau potable et d'eaux usées relevant de la compétence du SMEA.

Aussi, il convient de signer une convention de transfert de maîtrise d'œuvre afin de définir les modalités selon lesquelles la commune exercera sa mission de maîtrise d'œuvre et les conditions dans lesquelles chaque partie participe financièrement aux travaux.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'article L.2422-12 du Code de la commande publique,
VU le décret n° 2021-637 du 21 Mai 2021,
VU l'avis de la Commission Travaux et Patrimoine réuni le 02/03/2022,
Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- autorise Monsieur le Maire à signer la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage annexée à la présente et tout document afférent à cette affaire.
- décide que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en directe sur le site Internet de la Ville.

VOTE
Pour : 32
Contre : 00
Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme.

[Signature]

Le Maire

[Signature]

Philippe GUYOT

REÇU EN PREFEKTURE
1er 22/03/2022
COMMUNE DE PLAISANCE DU TOUCH

SYNDICAT MIXTE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE LA HAUTE-GARONNE

Opération : Travaux de réseaux d'eau potable et d'eaux usées rue d'Aquitaine et rue du 8 mai 1945 (de la rue d'Aquitaine à la rue de Gascogne) à Plaisance du Touch

CONVENTION DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OÛVRAGE

Entre

le Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement de la Haute-Garonne, représenté par son Président, Monsieur Sébastien VINCINI, agissant en vertu de la délibération n° — , dénommé ci-après le « le Syndicat. »

et

la Commune de Plaisance du Touch, représentée par son Maire, Monsieur Philippe GUYOT, agissant en vertu de la délibération n° .... du ......, dénommée ci-après la « Commune. »

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Exposé

A compter du 1er janvier 2010, la Commune de Plaisance du Touch a transféré au Syndicat les compétences « Collecte, transport et traitement des eaux usées dans le domaine de l'assainissement collectif ».

A compter du 1er janvier 2013, la Commune de Plaisance du Touch a transféré au Syndicat les compétences « Production, stockage et transport, et distribution dans le domaine de l'eau potable ».

La Commune a conservé la compétence « eaux pluviales ».

En 2022, chacune de ces deux entités a un projet de travaux sur la rue d'Aquitaine, projet qui se prolonge rue du 8 mai 1945 jusqu'à la rue de Gascogne à Plaisance du Touch :

- La Commune doit renforcer son réseau d'eaux pluviales dans ce secteur car il est insuffisant comme l'a montré le schéma communal d'assainissement pluvial communal.

- Sur ce même secteur, les réseaux d'eau potable et d'eaux usées, dépendant du Syndicat doivent être renforcé et renouveler en raison de leur taille insuffisante au regard de la densification urbaine et/ou de leur vétusté.
La Commune et le Syndicat souhaitent faire réaliser ces travaux, par la même entreprise afin
d'assurer une meilleure coordination des travaux, d'en réduire le coût pour les deux parties, d'en
réduire les délais d'exécution et d'en limiter les désagréments aux riverains.

Pour ce faire, les parties contractantes ont décidé de recourir au transfert de maîtrise d'ouvrage
definit dans le code de la commande publique. L'article L.2422-12 de ce code précise que lorsque la
réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément
de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage [...] ceux-ci peuvent désigner, par convention,
celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

En application du code précité, la Commune accepte d'assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération
pour le déplacement d'une canalisation relevant de la compétence du Syndicat.

**Article 1 - OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les modalités selon lesquelles la Commune exerce sa
mission de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'opération décrite ci-après et les conditions
dans lesquelles chaque partie participe financièrement aux travaux.

Pour l'exercice de sa mission, la Commune bénéficie d'un mandat de la part du Syndicat afin
d'engager toutes les démarches et les procédures nécessaires à la réalisation de l'opération.

**Article 2 - DESCRIPTION GENERALE DE L'OPERATION A REALISER**

Les travaux à réaliser sont situés sur la Commune de Plaisance du Touch et concernent la pose d'un
nouveau réseau d'eaux pluviales, le renouvellement et renforcement des réseaux d'eau potable et
d'eaux usées rue d'Aquitaine et rue du 8 mai 1945, de la rue d'Aquitaine à la rue de Gascogne.

**Article 3 - NATURE DES TRAVAUX A REALISER :**

Les travaux à réaliser, sous maîtrise d'ouvrage de la Commune, sont les suivants :

3.1. Domaine propre de compétence
- Renforcement réseau d'eaux pluviales

3.2. Domaine sous maîtrise d'ouvrage déléguée
- Renouvellement et renforcement réseau d'eau potable
- Renouvellement et renforcement réseau d'eaux usées.

**Article 4 - EXERCICE DE LA MAITRISE D'OUVRAGE DESIGNEE**

La Commune assure seule la maîtrise d'ouvrage de l'opération des travaux sus visés.

Dans le cadre de sa mission de maître d'ouvrage, elle s'engage à tenir informé le Syndicat de l'état
d'avancement des opérations.

La Commune effectue les démarches et engage les procédures nécessaires à la réalisation des
travaux conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, la Commune exerce les missions suivantes :

Travaux AEP, EU et EP rue d'Aquitaine et rue du 8 mai 1945 (partiel) – Convention Plaisance du Touch / SMHA transfert de
maîtrise d'ouvrage. – VI du 10.02.22
- le suivi de l'exécution du marché de maîtrise d'œuvre pour le réseau d'eaux pluviales, d'études géotechniques, de topographie dans le strict respect de la réglementation,
- la gestion administrative, financière et comptable du marché de maîtrise d'œuvre pour le réseau d'eaux pluviales et de travaux,
- la rémunération du ou des entreprises travaux,
- le suivi de l'exécution du marché de travaux,
- la réception des travaux,
- la mise en œuvre de la garantie de parfait achèvement.

Le Syndicat conserve les attributions suivantes :
- la maîtrise d'œuvre pour les réseaux d'eau potable et d'eaux usées
- participation aux réunions de chantier,
- validation des études d'exécution,
- gestion des différentes garanties à compter de la réception des travaux,
- intégration des ouvrages dans le patrimoine,
- mise en place des financements propres aux ouvrages relevant de sa compétence : subventions, fonds propres, emprunts.

Chacune des parties conserve, chacune pour ce qui la concerne, la maîtrise de la recherche, de l'attribution et du versement de subventions relatives aux travaux relevant de sa compétence.

Article 5 - FINANCEMENT DES TRAVAUX ET RÉPARTITION DES DEPENSES

5.1. Répartition des dépenses

La répartition des dépenses sera effectuée de la manière suivante :

- Pour le marché de maîtrise d'œuvre
  La maîtrise d'œuvre reste de la responsabilité de chaque partie

- Pour le marché de travaux : ce marché comportera les éléments techniques et financiers nécessaires à la répartition des dépenses par compétence, notamment :
  ▪ les éléments propres à chaque compétence
  ▪ les éléments communs (installations de chantier, plans d'exécution, plan de recollement, etc.)

Les éléments communs seront répartis sur chaque compétence au prorata du montant H.T. des travaux propres à chaque compétence.

À l'issue de la passation du marché de travaux, la Commune établira un état détaillé faisant état de toutes les dépenses engagées avec indication de la répartition entre les parties suivant les règles énoncées ci-dessus. Cet état sera adressé au Syndicat dans un délai d'un mois à compter de la notification du marché.

- Pour les autres marchés :
  Sans objet.
Estimation prévisionnelle de l'opération :

L’estimation prévisionnelle globale de l’opération se décompose de la manière suivante :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Commune (pluriel)</th>
<th>SMEA (réseau eau potable)</th>
<th>SMEA (réseau eaux usées)</th>
<th>TOTAL</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Travaux</td>
<td>881 003 EHT</td>
<td>200 000 EHT</td>
<td>1 281 003 EHT</td>
</tr>
</tbody>
</table>


**Article 6 - MODALITE DE PAIEMENT DE LA PART DU SYNDICAT**

Le Syndicat rembourse à la Commune le montant TVA comprise des travaux lui revenant au fur et à mesure de leur avancement suivant les règles de répartition énoncées ci-dessus et sur titre émis par la Commune accompagné d’une copie de la facture des prestataires ou des entreprises faisant apparaître la répartition détaillée des travaux par compétence.

La Communauté et le Syndicat feront respectivement leur affaire de la récupération de la TVA afférente aux travaux relevant de leur compétence selon le régime pour lequel ils auront opté.

**Article 7 - ASSURANCES**

La Commune souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l’exécution des travaux et notamment si nécessaire une assurance dommages-ouvrage. Une copie des différents contrats d’assurance est communiquée au Syndicat sur sa demande.

**Article 8 - RESPONSABILITES**

Les parties contractantes demeurent solidairesment responsables en cas de dommages causés aux tiers découlant de l’exécution de la présente convention et notamment de l’exécution des travaux. Leur part respective de responsabilité est déterminée au prorata de la part de financement des travaux supportée, in fine, par chaque collectivité.

Cette responsabilité solidaire demeure en cas d’action contentieuse de nature indemnitaria dirigée contre l’une des deux parties.

Toutefois la Commune demeure seule responsable vis à vis du Syndicat en cas de méconnaissance de ses obligations prévues par la présente convention, y compris en cas de résiliation et de résolution prévues aux articles 31 et 32.

**Article 9 - TRANSFERT DE PROPRIETE**

Jusqu’à la réception des travaux, la Commune, maître d’ouvrage, conserve la propriété de l’ouvrage.

Travaux AE, EU et EP rue d’Aquitaine et rue du 8 mai 1945 (partiel) – Convention Plaisance du Touch / SMEA transfert de maîtrise d’ouvrage. – V1 du 10.02.22
À compter de cette réception, chaque partie entre en possession de la partie de l’ouvrage qui lui revient.

**Article 10 - DATE D’EFFET ET DURÉE :**

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature.

Elle s’achève à l’exécution complète de toutes les obligations souscrites par les parties contractantes et notamment l’achèvement des travaux.

**Article 11 - RESILIATION ANTICIPEE**

Chaque partie contractante peut résilier, avant le terme convenu ci-dessus, la présente convention pour un motif d’intérêt général moyennant un préavis de trois mois. La partie ayant pris l’initiative de la résiliation anticipée en assume les conséquences préjudiciables, notamment financières, pour l’autre partie.

Les deux parties se rapprochent pour évaluer les préjudices liés à la résiliation et pour examiner les modalités de dédommagement. Ils examinent également le sort des contrats en cours conclus par le Syndicat et notamment les contrats de travaux et les contrats d’emprunt ainsi que le sort des ouvrages réalisés et de ceux en cours de travaux.

Un procès-verbal signé par les parties contractantes formalise l’accord amiable intervenu entre elles.

**Article 12 - RESOLUTION**

En cas de manquement aux présentes stipulations contractuelles, la convention est résiliée de plein droit après une mise en demeure infructueuse adressée par la partie en ayant pris l’initiative.

La résolution engage la responsabilité de la partie ayant manqué à ses obligations contractuelles.

En cas de résolution les parties se rapprochent pour examiner les sorts des contrats et des biens ainsi que l’évaluation et les modalités de dédommagement comme indiqué ci-dessus.

**Article 13 - LITIGES**

Les litiges susceptibles de naître entre les parties à l’occasion de la présente convention sont portés devant le tribunal administratif de Toulouse.

La présente convention est établie en deux originaux.

Fait à ____________________

Pour la Commune

Pour le Syndicat

Philippe GUYOT
Maire
Commune de Plaisance du Touch

Sébastien VINCINI
Président
du Syndicat Mixte de l’Eau
e de l’Assainissement de Haute-Garonne
Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnier de Campagna (route des Viterelles), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

Etaient présents :
ACOLAS Monia, BASA-ROLLAND Sandrine, BEHM Jean-François, BARBIER Pascal, BELMONEE Elina, BILOTTE Mathieu, COHEN Pascale, DELPECH Gérard, DRUOT Véronique, LAMIA Alicia, ESCALIER Pierre, FABRY Florence, FISCHER Chantal, GUYOT Philippe, LACOMBE Bernard, MONTANT Floriane, MORIN Pierrick, PELLEGRINO Joseph, PERREAU Anita, POCHET Marjorie, QUEVAL Florence, ROMEO Françoise, SOULIMANI Soufiane, TEBIBO Simone, VEYRIES Patricia

Etaient représentés :
CARLESSO Danièle a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Géraldine a donné pouvoir à BELMONEE Kathy
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREAU Anita
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

Etaient absents :
PEREIRA Filipe

Secrétaire de séance : Mme Eline BELMONEE,
Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 26

OBJET : Contrat de relance du logement entre l’État, le Grand Ouest Toulousain Communauté de Communes et la commune

Monsieur le Maire informe l’assemblée du projet de contrat de relance du Logement de l’État permettant à la commune de Plaisance du Touch de bénéficier d’une subvention exceptionnelle dans le cadre du Plan France relance intitulée « Aide à la Relance de la Construction Durable » afin de soutenir et relancer la production de logements neufs.

A ce titre, un contrat tripartite est proposé afin de fixer les conditions dans lesquelles l’État représenté par le Préfet de la Région Occitanie, le Préfet de la Haute-Garonne, le Grand Ouest Toulousain Communauté de Communes et la commune s’engagent à produire des logements neufs au regard des objectifs inscrits au Programme Local de l’Habitat (PLH) porté par l’intercommunalité à savoir 125 logements.

Le montant prévisionnel de l’aide est établi sur la base des autorisations de construire délivrées entre le 1er septembre 2021 et le 31 août 2022 portant sur des opérations d’au moins 2 logements, d’une densité minimale de 0,8 (surface de plancher divisée par surface de terrain) d’un montant de 1 500 € par logement.

Au vu de ces critères et des possibilités que permet l’actuel règlement du PLU, le nombre de logements ouvrant droit à cette aide est évalué à 10 ce qui représente un montant prévisionnel de 15 000,00 € HT. Cette somme sera versée à la commune sur la base d’un état des autorisations d’urbanisme effectivement accordées sur la période définie ci-dessus.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le décret n° 2021-637 du 21 Mai 2021,
VU l’avis de la Commission Urbanisme et Aménagement du Territoire réunie le 28 Février 2022,
Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la proposition du Grand Ouest Toulousain Communauté de Communes porteur du projet de faire bénéficier la commune d'une subvention exceptionnelle « d'Aide à la Relance de la Construction Durable »,
- adopte le contrat passé avec l'État et le Grand Ouest Toulousain Communauté de Communes,
- autorise Monsieur le Maire à signer ledit contrat proposé en annexe pour le versement de l'aide à la commune après constatation de l'objectif atteint en nombre d'autorisations d'urbanismes accordées entre le 1er septembre 2021 et le 31 août 2022 pour la production de logements selon les critères définis dans ledit contrat,
- décide que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en directe sur le site Internet de la Ville.

VOTE
Pour : 32
Contre : 00
Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme.

Le Maire

Philippe GUYOT

REÇU EN PREFETURE
le 22/03/2022

Applications serviceE柬ilated.com | Fabrique avec amour depuis 2004 - 2022
Contrat de relance du logement

ENTRE

L’État,
Reprisenté par M. Etienne GUYOT, Préfet de la Région Occitanie, Préfet de la Haute-Garonne,
Ct-après désigné par « l’État » ;
D'une part,

ET

Le Grand Ouest Toulousain - Communauté de Communes
Reprisenté par M. Philippe GUYOT, Président,
Ct-après désigné par « l’Établissement public de coopération intercommunale »,

ET les communes membres ci-dessous

- Plaisance-du-Touch, représentée par M. Philippe GUYOT, le maire,
D’autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :
Préambule

Dans le cadre du plan France relance, et pour répondre au besoin de logement des Français, l'Etat accompagne la relance de la construction durable à travers un dispositif de contractualisation sur les territoires caractérisés par une tension du marché immobilier.

Ce contrat marque l'engagement des signataires dans l'atteinte d'objectifs ambitieux de production de logements neufs au regard des besoins identifiés dans leur territoire.

Il s'inscrit dans la continuité du pacte pour la relance de la construction durable signé en novembre 2020 par le Ministère du logement et les associations de collectivités, et de l'aide à la relance de la construction durable qui accompagnait les communes dans leur effort de construction sur la période septembre 2020 - août 2021.

Article 1 – Objet du contrat

Le présent contrat fixe, pour chacune des communes signataires, les objectifs de production de logements ouvrant droit au bénéfice d'une aide à la relance de la construction durable inscrite au Plan France Relance.

Article 2 – Définition de l'objectif de production

L'objectif de production de logements est fixé en cohérence avec les objectifs inscrits au programme local de l'habitat (PLH) exécutoire.

Pour les communes déficaires en logement social et soumises aux obligations de la loi SRU, cet objectif est compatible avec l'atteinte des objectifs triennaux de rattrapage.

Les objectifs de production par commune tiennent compte de l'ensemble des logements à produire (logements individuels ou collectifs), objet d'une autorisation d'urbanisme délivrée entre le 1er septembre 2021 et le 31 août 2022.

Tableau des objectifs globaux par commune

<table>
<thead>
<tr>
<th>Commune</th>
<th>Objectif de production de logements</th>
<th>Dont logements sociaux</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Plaisance-du-Touch</td>
<td>125</td>
<td>50</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Les objectifs de production de logements sociaux sont mentionnés à titre indicatif et feront l'objet d'une évaluation dans le cadre du suivi de la réalisation des objectifs triennaux. Toutefois, seule l'atteinte des objectifs annuels de production de logements, tous types confondus, conditionne le versement de l'aide.

Article 3 – Montant de l'aide

1 Incluant les logements en résidence (pour étudiants, personnes âgées ou autres)
Le montant prévisionnel de l'aide est établi au regard de l'objectif de production de logements, sur la base des autorisations de construire portant sur des opérations d’au moins 2 logements, d’une densité minimale de 0,8 et d’un montant de 1500€ par logement. Les logements provenant de la transformation de surfaces de bureau ou d’activités en surfaces d’habitation font l’objet d’une subvention complémentaire de 500€ par nouveau logement.

Tableau des montants d’aide prévisionnels par commune

<table>
<thead>
<tr>
<th>Commune</th>
<th>Objectif de production logements</th>
<th>Don t objectif de logements ouvrant droit à une aide</th>
<th>Montant d’aide prévisionnel</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Ex : X</td>
<td>500</td>
<td>400</td>
<td>600 000 € (400 x 1500 €)</td>
</tr>
<tr>
<td>Plaisance-du-Touch</td>
<td>125</td>
<td>10</td>
<td>15 000 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

La densité d’une opération est calculée comme la surface de plancher de logement divisée par la surface du terrain.

Les logements individuels (issus de permis de construire créant moins de 2 logements) et les opérations dont la densité est inférieure à 0,8, ne donnent pas droit à une aide, mais participent à l’atteinte de l’objectif.

Les logements ouvrant droit à l’aide majorée, issus de la transformation de bureaux ou d’activité en logements sont identifiés précisément lors du calcul du montant définitif.

Le montant définitif de l’aide, calculé à échéance du contrat, est déterminé sur la base des autorisations d’urbanisme effectivement délivrées entre le 1er septembre 2021 et le 31 août 2022, et plafonné au montant d’aide prévisionnel fixé.

L’aide n’est pas versée si la commune n’a pas atteint son objectif de production de logements.

Article 4 – Modalités de versement de l’aide

L’aide est versée aux communes après constatation de l’objectif atteint sur la période comprise entre le 1er septembre 2021 et le 31 août 2022 et calcul du montant d’aide définitif.

Article 5 – Justification de la création de logements

L’atteinte de l’objectif de production de logement est vérifiée sur la base d’un état des autorisations d’urbanisme transmis par l’établissement public de coopération intercommunale au préfet. Le préfet le vérifie en se fondant notamment sur les données relatives aux autorisations d’urbanisme enregistrées dans Sit@del.

Les éventuels différends font l’objet d’un échange contradictoire entre le préfet, l’établissement public de coopération intercommunale et les communes concernées.
Le versement de l’aide par le préfet vaut constat de l’atteinte de l’objectif et détermination du montant définitif de l’aide.

Article 6 – Modalités de remboursement

L’aide perçue fait l’objet d’un remboursement en tout ou partie en cas d’absence de mise en chantier des logements prévus par les autorisations d’urbanisme mentionnées à l’article 5 durant leur durée de validité.

A cet effet, l’EPCI [ou les communes] transmettent chaque année au préfet un état déclaratif des mises en chantier des projets ayant donné droit à l’aide.

Article 7 – Publicité et communication

Après versement de l’aide, la commune devra veiller auprès des maîtres d’ouvrage des opérations de logements ayant contribué à l’atteinte de l’objectif à l’apposition du logo « France Relance » et du logo « Financé par l’Union européenne – NextGenerationEU » sur le panneau de chantier.

Article 8 – Bilan des aides versées

À l’issue, le préfet de département élabore un bilan des logements autorisés et des aides versées par commune.

Fait à TOULOUSE, le [date]
En [x] exemplaires

Pour l’État,

Pour le Grand Ouest Toulousain – Communauté de Communes,

Le Préfet de la région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne

Le président

Pour la commune,

Le maire
Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnier de Campagne (route des Vitarelles), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

Étaient présents :
ACOLAS Monia, BASA-ROLLAND Sandrine, BEHM Jean-François, BARBIER Pascal, BELISE Kathy, BELMONTE Eline, BILLOTET Mathieu, COHEN Pascale, DROUOT Véronique, LAMAR Allida, ESCAILER Pierre, FABRY Florence, FISCHER Chantal, GUYOT Philippe, LACOMBE Bernard, MONTANT Floriane, MORIN Pierrick, PELLEGRINO Joseph, PERREU Anita, POCHEZ Marjorie, QUEVAL Florence, ROMEO François, SOULIMANI Scoufane, TORIBO Simone, VEYRIES Patricia

Étaient représentés :
CARLESSO Danièle a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Géraldine a donné pouvoir à BELISE Kathy
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREU Anita
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

Étaient absents :
DELPACHE Gérald, PEREIRA Filipe

Sekrétaire de séance : Mme Eline BELMONTE,

Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 25

OBJET : Adhésion au Comité National d’Action Sociale (CNAS)

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que l'article 88-1 de la loi du 26 janvier 1984 pose le principe de la mise en œuvre d'une action sociale par les collectivités territoriales et leurs établissements publics au bénéfice de leurs agents et rappelle que ces sommes affectées aux prestations d'action sociale constituent des dépenses obligatoires pour les collectivités territoriales énumérées à l'article L2321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Aux termes de l'article 9 de la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires « L'action sociale, collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles ».

Monsieur le Maire indique que la loi du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale a généralisé le droit à l'action sociale pour tous les agents territoriaux et précise qu'il appartient à chaque collectivité territoriale de définir, par délibération, le type des actions et le montant des dépenses qu'elle entend engager dans la réalisation des prestations d'action sociale ainsi que les modalités de mise en œuvre.

Les collectivités locales et leurs établissements publics peuvent confier à titre exclusif la gestion de tout ou partie des prestations dont bénéficient les agents :

- à des organismes à but non lucratif,
- à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association telles que le CNAS

Ainsi, dans le cadre du dialogue social engagé avec les organisations syndicales représentatives, Monsieur le Maire expose à l'assemblée avoir pris en compte la demande de celles-ci d'ouvrir l'accès aux prestations d'action sociale du CNAS à l'ensemble des personnels en activité de la collectivité.
Après avoir pris connaissance de la présentation du CNAS, dont l'objet porté sur l'action sociale des personnels de la fonction publique territoriale et de leurs familles, et de son éventail de prestations dont la liste exhaustive et les conditions d'attribution sont fixées dans le guide des prestations. Monsieur le Maire indique que la collectivité peut ainsi convenement avec le CNAS à compter du 1er janvier 2022.

Monsieur le Maire propose donc à l'assemblée :

- d'adhérer au CNAS à compter du 1er janvier 2022, dans les conditions de la convention d'adhésion jointe en annexe, étant précisé que l'adhésion sera renouvelée annuellement par tacite reconduction

- de noter comme bénéficiaires :
  - les fonctionnaires territoriaux stagiaries et titulaires en position d’activité ou de détachement auprès de l’établissement avec une adhésion dès leur recrutement dès lors que leur qualité hebdomadaire de service est supérieure à 8,5/35ème ;
  - les fonctionnaires ou agents contractuels sur emploi permanent bénéficiant d’un congé parental, dans la limite d’un maintien de 3 ans dès lors que leur qualité hebdomadaire de service est supérieure à 8,5/35ème ;
  - les agents contractuels en position d’activité recrutés sur un emploi permanent de l’établissement ou dans le cadre d’un engagement égal à 6 mois consécutifs ininterrompus et révolus, dès lors que leur qualité hebdomadaire de service est supérieure à 8,5/35ème ;
  - les apprentis, dans le cadre de leur contrat et pendant toute la durée de celui-ci.

- de verser au CNAS une cotisation évolutive correspondante au nombre de bénéficiaires actifs indiqués sur les listes du personnel x le montant forfaitaire de la cotisation par bénéficiaires actifs (à titre d’information 212 euros/an en 2022).

- de désigner Mme Chantal FISCHER, membre de l’organe délibérant, en qualité de délégué élu notamment pour participer à l’assemblée départementale annuelle du CNAS

- de donner pouvoir au Maire pour désigner parmi les membres du personnel bénéficiaire du CNAS un délégué agent et un des correspondants.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le décret n° 2021-637 du 21 Mai 2021 ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9 ;
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 88-1 ;
Vu la loi n° 2007-208 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 70 et 71 ;
Vu la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l’emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu’au temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 25 ;
Vu le règlement de fonctionnement du CNAS- Comité National d’Action Sociale association loi 1901 à but non lucratif, créée le 28 juillet 1967, et les prestations qu’elle propose ;
Vu l’avis du Comité Technique en date du 14 février 2022 ;
Vu l’avis de la Commission Administration Générale réunie en date du 2 mars 2022 ;
Considérant que les collectivités locales peuvent confier à titre exclusif la gestion de tout ou partie des prestations d’action sociale dont bénéficient les agents à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d’association telles que le CNAS ;

Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- d’adhérer au CNAS à compter du 1er janvier 2022, dans les conditions de la convention d’adhésion jointe en annexe, étant précisé que l’adhésion sera renouvelée annuellement par tacite reconduction,
> de retenir comme bénéficiaires :

- Les fonctionnaires territoriaux stagiaires et titulaires en position d'activité ou de détachement auprès de l'établissement avec une adhésion dès leur recrutement dès lors que leur quotité hebdomadaire de service est supérieure à 8,5/35ème ;
- Les fonctionnaires ou agents contractuels sur emploi permanent bénéficiant d'un congé parental, dans la limite d'un maintien de 3 ans dès lors que leur quotité hebdomadaire de service est supérieure à 8,5/35ème ;
- Les agents contractuels en position d'activité recrutés sur un emploi permanent de l'établissement ou dans le cadre d'un engagement égal à 6 mois consécutifs interrompus et révolus, dès lors que leur quotité hebdomadaire de service est supérieure à 8,5/35ème ;
- Les apprentis, dans le cadre de leur contrat et pendant toute la durée de celui-ci.

> de verser au CNAS une cotisation évolutive correspondante au nombre de bénéficiaires actifs indiqués sur les listes du personnel x le montant forfaitaire de la cotisation par bénéficiaires actifs 212 euros/an en 2022

> de désigner Mme Chantal FISCHER, membre de l'organe délibérant, en qualité de délégué élu notamment pour participer à l'assemblée départementale annuelle du CNAS

> de donner pouvoir au Maire pour désigner parmi les membres du personnel bénéficiaire du CNAS un délégué agent et un ou des correspondants

> d'autoriser M. le Maire à mener toutes les démarches nécessaires et à signer tous les documents afférents à ce dossier

> que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en directe sur le site Internet de la Ville.

**VOTE**

Pour : 31
Contre : 00
Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme.

[Signature]

Le Maire

[Signature]

Philippe GUYOT

[Signature]

REÇU EN PREFECUTRE
1er 22/08/2022
Appareil après l'expiration du délai de 15 jours.
CONVENTION D'ADHÉSION AU CNAS
conclue entre

Structure juridique :

Nom de l'adhérent :

SIRET (obligatoire)

représenté par □ M. / □ Mme

agissant en qualité de

en vertu d'une délibération du

en date du ___/___/___

ci-après appelé « l'adhérent »
d'une part,

ET

Le Comité National d’Action Sociale pour le personnel des collectivités territoriales,

association loi 1901, créée le 28 juillet 1967, représentée par Monsieur René RÉGNAULT,

Président, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 38 des statuts

du CNAS,

ci-après appelé CNAS,

d'autre part.

Préambule

La CNAS, association loi 1901 à but non lucratif, est un organisme de portée nationale qui a pour objet, au titre de l'action sociale, l'amélioration des conditions de vie des personnels des collectivités territoriales, EPCI et autres structures éligibles, et de leurs familles.

À cet effet, il propose à ses bénéficiaires un très large éventail de prestations (aides, secours, prêts sociaux, vacances, loisirs, culture, chèques réduction...).

Le CNAS développe des valeurs de solidarité, d'équité et d'humanisme.

Son offre mutualisée, solidaire et sociale permet d'inscrire naturellement son action en accord avec le développement durable qui constitue le fil conducteur de son projet associatif.

RECU EN PREFECTURE
le 22/09/2022

Application espaceEduque.com
Article 1 – Objet de la convention d’adhésion

En déclarant adhérer au CNAS, l’adhérent lui confie la gestion de l’action sociale dont il souhaite faire bénéficier ses agents.
Il choisit ainsi de mettre en place une politique d’action sociale pour son personnel conformément aux articles 70 et 71 de la loi N° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, qui confient le soin à chaque assemblée délibérante de déterminer le type des actions et le montant des dépenses qu’elle entend engager pour la réalisation des prestations prévues à l’article 9 de la loi N° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.
Au travers de cette démarche, l’adhérent contribue activement à la valorisation de ses ressources humaines et du service public local grâce à la reconnaissance et l’implication renforcées de son personnel.
La présente convention a pour objet de déterminer les engagements réciproques de l’adhérent et du CNAS dans le cadre de la délégation au CNAS par l’adhérent de la gestion de l’action sociale destinée à son personnel.

Article 2 – Engagements de l’adhérent

L’adhérent déclare adhérer au CNAS à compter du :
- 1er janvier 2022 □
- 1er septembre 2022 □
Par la présente, l’adhérent s’engage à :
2-1. Respecter les statuts et le règlement de fonctionnement dont il a pris connaissance avant d’adhérer au CNAS,
2-2. Procéder en son sein aux désignations suivantes :
- 2-2-1. Un représentant de l’assemblée des élus appelé « délégué local des élus » conformément à l’article 24-1-1 du règlement de fonctionnement.
- La délibération concernant la désignation du délégué élu peut être adoptée en même temps que celle relative à l’adhésion.
- La fonction de délégué (élu et agent) ainsi que les moyens mis à sa disposition pour assurer sa mission sont précisés dans l’annexe intitulée « Fiche de mission du délégué » dont l’adhérent déclare avoir pris connaissance et accepter les dispositions.
- Le délégué élu et le délégué agent sont les représentants institutionnels de l’adhérent au sein du CNAS, ils participent à la vie des instances du CNAS et sont chargés d’informer l’adhérent de l’activité du CNAS et de l’action sociale développée dans sa structure.

REÇU EN PREFECTURE
16 22/03/2022
Pour permettre au personnel de profiter pleinement de l'adhésion au CNAS, l'adhérent s'engage à faciliter la participation des délégués à des réunions et formations organisées par le CNAS à leur intention.


La fonction de correspondant ainsi que les moyens mis à sa disposition pour assurer sa mission sont précisés dans l'annexe intitulée « Fiche de mission du correspondant » dont l'adhérent déclare avoir pris connaissance et accepter le dispositions.

L'adhérent peut nommer un ou plusieurs correspondants adjoints susceptibles d'accompagner le correspondant dans ses missions (afin d'assurer une proximité géographique sur des sites éloignés ou services déconcentrés, d'assurer plus spécifiquement la gestion de l'adhésion, etc).

Pour permettre au personnel de profiter pleinement de l'adhésion au CNAS, l'adhérent s'engage à ce que le (ou les) correspondant(s) dispose(nt) du temps nécessaire pour accompagner les bénéficiaires, organiser des réunions d'information, et participer aux formations proposées par le CNAS.

2-3. Adhérer pour la totalité de son personnel actif dans le respect des articles 6-1 et 6-2 du Règlement de Fonctionnement du CNAS.

L'adhérent peut également adhérer à titre facultatif pour son personnel retraité :

[ ] OUI  [ ] NON

(toucher la case correspondante)

2-4. Transmettre au CNAS lors de l'adhésion, au premier jour ouvré du mois d'adhésion, et par la suite chaque début d'année, au premier jour ouvré de janvier, la liste exhaustive de ses personnels éligibles en application des articles 6-1 et 6-2 du Règlement de Fonctionnement du CNAS.

En cas d'omission de radiation de personnels par l'adhérent, le CNAS est fondé à demander le remboursement des prestations versées à tort après le 31 décembre aux bénéficiaires.

L'adhérent informe également le CNAS de toute adjonction ou radiation de personnel intervenue en cours d'année selon les modalités définies à l'article 8-3 du règlement de fonctionnement.

2-5. Acquitter auprès du CNAS sa cotisation annuelle, dont le montant et le date d'exigibilité sont inscrits sur l'appel de cotisation initial adressé chaque année à l'adhérent après réception des éléments permettant l'actualisation du dossier d'adhésion.

Le montant de cette cotisation est mis à jour en cours d'année par le biais d'appels complémentaires transmis par le CNAS en fonction des adjonctions de personnel communiquées par l'adhérent.

La cotisation correspond au mode de calcul suivant :

\[ \text{Nombre d'agents bénéficiaires actifs et/ou retraités (indiqués sur les listes au premier jour ouvré de l'année)} \times \text{Montant forfaitaire par agent bénéficiaire actif et/ou retraité} \]

Le montant de la cotisation par bénéficiaire est validé par le Conseil d'Administration conformément à l'article 27 du règlement de fonctionnement.
2.6. Au sens du Règlement général sur la protection des données N°2016/679, l’adhérent est seul responsable de ses traitements de gestion des ressources humaines dont il est amené à transmettre au CNAS certaines données personnelles qui en sont issues, en exécution de la présente convention d’adhésion.

Il est de la responsabilité de l’adhérent d’identifier le CNAS :

- auprès de ses personnels en tant que destinataire de certaines de leurs données personnelles issues de son traitement de gestion des ressources humaines et strictement nécessaires à l’accès aux prestations proposées par le CNAS ;
- ainsi que dans le registre de ses activités de traitement.

L’adhérent met en place les mesures adaptées pour que les échanges de données personnelles soient effectués de manière sécurisée.

Article 8 – Engagements du CNAS

Pendant toute la durée de l’adhésion, le CNAS s’engage à :

3.1. Veiller au personnel bénéficiaire de l’adhérent les prestations auxquelles il peut prétendre, à sa demande, conformément au guide des prestations.

3.2. Conseiller et accompagner l’adhérent durant toute sa période d’adhésion, notamment :
- en l’aidant à valoriser sa démarche d’action sociale pour en faire un véritable levier en matière de Ressources Humaines,
- en organisant l’accompagnement du correspondant et des délégués dans leurs missions,
- en s’assurant de la bonne tenue de l’assemblée départementale à laquelle siègent les délégués.

3.3. Rendre compte de son activité auprès de l’adhérent en l’informant régulièrement via les délégués locaux et/ou le correspondant :
- d’une part, de la vie de l’association (décisions prises par l’assemblée générale, modifications apportées aux règlements et le cas échéant aux statuts) ;
- d’autre part, des prestations versées à son personnel en lui permettant de consulter un bilan anonymisé de celles-ci sur « votre compte » accessible sur enas.fr.

3.4. Prêter en compte toute adjonction ou radiations de personnel adressée par l’adhérent.

3.5. Respecter et faire respecter par l’ensemble des destinataires des données personnelles des personnels de l’adhérent la réglementation afférente à la gestion de ces dernières.

Le CNAS est seul responsable des traitements mis en œuvre pour permettre à ses bénéficiaires d’accéder aux prestations d’action sociale qu’il propose.

Le CNAS s’engage à respecter strictement le Règlement général sur la protection des données, notamment en ce qui concerne l’exercice des droits de la personne concernée, et les obligations quant à la communication des informations visées aux articles 13 et 14,
spécifiquement lorsque les données à caractère personnel n'ont pas été collectées auprès de la personne concernée.

Le CNAS met en place les mesures adaptées pour que les échanges de données personnelles soient effectués de manière sécurisée.

Le CNAS met à la disposition de l'adhérent la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations en matière de protection des données personnelles.

**Article 4 – Durée de l'adhésion**

L'adhésion se renouvelle tacitement au 1er janvier de chaque année, sauf résiliation ou radiation de l'adhérent selon les dispositions de l'article 5 du règlement de fonctionnement.

S'il souhaite résilier son adhésion au CNAS, l'adhérent doit adresser à celui-ci par lettre recommandée avec accusé de réception la délibération prononçant la résiliation d'adhésion dans le mois suivant son adoption, en tout état de cause avant le 31 décembre de l'année N. Sous réserve du respect de ces dispositions, la résiliation est effective au 1er janvier N+1.

À compter de la notification de la résiliation d'adhésion, le CNAS est fondé à refuser aux bénéficiaires toute prestation dont les effets ne seraient pas achevés à la date d'effet de la résiliation d'adhésion.

Fait en deux exemplaires originaux,

le \[ \ \]

Reîné REGNAULT
Président du CNAS
Sénateur honoraire
Maire honoraire de Saint-Samson-sur-Rance (22)

Signature du représentant légal
ou autre personne mandatée
Nom, prénom, qualité du signataire

+ cachet de la structure adhérente

REÇU EN PREFETURE
Le 22/03/2022
Application agréée E-access.com
Ne te rend pas accessible sous peine de
EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE PLAISANCE DU TOUCH
SEANCE DU 15 MARS 2022

Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnier de Campagne (route des Villarelles), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

Etaient présents :
ACCLAS Monika, BASA-ROLLAND Sandrine, BEHM Jean-François, BARBIER Pascal, BELISSE Kathy, BELMONTE Elane, BILLOTTE Mathieu, COHEN Pascale, DROUOT Véronique, LAMIA Alicia, ESCALIER Pierre, FABRY Florence, FISCHER Chantal, GUYOT Philippe, LACOMBE Bernard, MONTANT Floriane, MORIN Pierrick, PELLEGRINO Joseph, PERREU Anita, POCHÉZ Marjorie, QUEVAL Florence, ROMEO Françoise, SOULMANS Souilane, TORIBIO Simone, VEYRIES Patricia

Etaient représentés :
CARLESSO Danièle a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Géraldine a donné pouvoir à BELISSE Kathy
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREU Anita
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

Etaient absents :
DELPECH Gérard, PEREIRA Filipe

Secrétaire de séance : Mme Eline BELMONTE,
Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 25

OBJET : Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire expose à l'assemblée qu'il convient, pour faire face aux besoins des services, de créer des postes permettant de mieux les structurer et de créer des conditions pérennes de fonctionnement comme suit :

Filière Technique
- création d'un poste d'ingénieur à temps complet.

Vu l'article 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi n° 83-634 du 13 Juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 Janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° 2021-637 du 21 Mai 2021,
Vu l'avis de la Commission Administration Générale du 2 mars 2022,
Considérant qu'il convient de créer des postes permettant de structurer l'organisation de la collectivité,

Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la création d'un poste d'ingénieur à temps complet,
- dit que les crédits sont inscrits au chapitre 012 du budget primitif de la commune,
- décide que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en directe sur le site Internet de la Ville.
VOTE
Pour : 31
Contre : 00
Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme.

Le Maire
Philippe GUYOT

REÇU EN PREFECTURE
le 22/03/2022
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA VILLE DE PLAISANCE DU TOUCH
SEANCE DU 15 MARS 2022

Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, à Plaissance de Campagne (route des Vitarelles), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

Etaient présents :
ACOLAS Monia, BASA-ROLLAND Sandrine, BEHM Jean-François, BARBIER Pascal, BELISE Kathy, BELMONTE Eline, BILOTTE Mathieu, COHEN Pascale, DRUOT Véronique, LAMIA Aïlola, ESCALIER Pierre, FABRY Florence, FISCHER Chantal, GUYOT Philippe, LACOMBE Bernard, MONTANT Floriane, MORIN Pierrick, PELLEGRINO Joseph, PERREAU Anita, POCHEZ Marjorie, QUEVAL Florence, ROMEO François, SOULIMANI Soufiane, TORIBO Simone, VEYRIES Patricia

Etaient représentés :
CARLESSO Danièle a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOJARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Géraldine a donné pouvoir à BELISE Kathy
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREAU Anita
THELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

Etaient absents :
DELPECH Gérard, PEREIRA Filipe

Secrétaire de séance : Mme Elise BELMONTE.

Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 25

OBJET : Adhésion au contrat de groupe d’assurance risques statutaires 2022/2025 - Abrogation de la délibération n° 22/13 du 25 Janvier 2022


Ce service consiste en :
- la mise en place d’un contrat groupe d’assurance à adhésion facultative, pour le compte des structures publiques territoriales employeurs du département de la Haute-Garonne ;
- la réalisation d’une prestation de suivi des sinistres et des conditions d’application du contrat et de conseil.

Après mise en concurrence par voie d’appel d’offres ouvert, le groupement Gras Savoye (courtier mandataire) et CNP (assureur) est titulaire du contrat groupe permettant la couverture des risques afférents aux agents affiliés à l’IRCANTEC et des risques afférents aux agents affiliés à la CNRACL.
Les deux couvertures prennent effet au 1er Janvier 2022 pour une durée de 4 ans.

Monsieur le Maire indique que la collectivité, à l’instar du précédent contrat souscrit, souhaite adhérer à la couverture des risques afférents aux seuls agents affiliés à la CNRACL. Les conditions de couverture et les conditions financières proposées au titre du contrat groupe sont les suivantes :

Pour la couverture des risques statutaires afférents aux agents affiliés à la CNRACL (agents titulaires et stagiaires dont le temps de travail est supérieur ou égal à 28 heures hebdomadaires) la proposition de taux par garantie est la suivante :
Garanties et taux

<table>
<thead>
<tr>
<th>Garanties</th>
<th>Taux</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Décès*</td>
<td>0,15%+0,08%</td>
</tr>
<tr>
<td>* Mejoration Décès : le marché prévoit qu’en cas de reconduction du dispositif transitoire applicable en 2021, une majoration de 0,08% sera appliquée.</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Accident et maladie imputable au service</td>
<td>1,65%</td>
</tr>
<tr>
<td>Taux global retenu (somme des taux)</td>
<td>1,88%</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Résiliation

Chaque structure adhérente peut résilier son adhésion au 1er janvier de chaque année en respectant un préavis de 2 mois.

Conditions de garanties

Le contrat groupe a vocation à couvrir tous les risques statutaires. Cependant, ce principe fait l'objet de quelques tempéraments.

Tout d'abord, les garanties sont établies en fonction des textes législatifs et réglementaires existants à la date de lancement de la consultation (07/09/2021) qui a permis la conclusion du contrat groupe.

Le CDG31 pourra étudier avec le titulaire du contrat groupe une évolution des garanties en fonction de l'évolution réglementaire, durant le marché.

Par ailleurs, le titulaire du contrat groupe a émis dans son offre des réserves qui seront applicables dans le cadre de l'exécution du contrat.

Ainsi, il convient de préciser que :

- l'assureur ne couvrira que pendant une période de 12 mois le maintien du demi-traitement réalisé par application des dispositions du décret n°2011-1245 du 5/10/2011 (périodes transitoires en cas d'attente d'une décision de l'administration en matière de réintégration, de reclassement ou de mise en disponibilité pour raison de santé et périodes à l'issue de la période préparatoire au reclassement dans l'attente de mise en retraite pour invalidité) ;

- une procédure d'arbitrage pourra être mise en œuvre dès lors qu'une demande de mise en jeu des garanties du contrat est formulée par l'assuré dont la décision est contraire aux avis rendus par la commission de réforme ou aux conclusions du médecin agréé ; ainsi une expertise d'arbitrage pourra être mise en œuvre si l'assuré demande la mise en jeu des garanties alors que :
  - la commission de réforme ne reçoit pas l'imputabilité ;
  - l'assuré reconnaît l'imputabilité sans saisir la commission de réforme et en présence de conclusions de l'expert ne validant pas l'imputabilité.

- en matière de congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS), l'indemnisation par l'assureur sera accordée jusqu'à la date fixée par la Commission départementale de réforme ; en l'absence de date précisée, l'assureur indemnisera dans la limite de 180 jours après la date de la séance de la commission départementale de réforme ou du rapport de la dernière expertise indiquant l'aménagement du poste de travail ou le reclassement.

Prestations complémentaires

Le contrat groupe comporte des prestations complémentaires, à savoir :

- la gestion des dossiers via un extranet et les formations à son utilisation ;
- le suivi et l'analyse des statistiques de sinistralité ;

REÇU EN PREFEecture
1er 22/03/2022

[Signature]
- l’organisation et la prise en charge de contrôles médicaux (contre-visites médicales et expertises médicales);
- la mise en œuvre de recours contre tiers responsables permettant le recouvrement de sommes non couvertes par l’assurance;
- une assistance psychologique et sociale à destination des agents;
- des formations en prévention à l’initiative du CDG31;
- des prestations d’accompagnement spécifiques (gestion de crise notamment) sur devis préalable.

Monsieur le Maire précise en outre que les taux sont garantis pendant deux ans à couverture constante. A compter du 1er Janvier 2024, ils pourront être révisés dans les conditions fixées par le marché.

Monsieur le Maire indique que le CDG31 propose aux employeurs territoriaux du département de la Haute-Garonne d’adhérer à ce contrat groupe pour la ou les couvertures de leur choix.

Ce service est mis en œuvre par le CDG31 et mobilise une équipe de 5 conseillères en assurance, sous la responsabilité d’un responsable de service.

Il donne lieu à la signature d’une convention d’adhésion et à la perception par le CDG31 d’une rémunération spécifique par couverture souscrite, d’un montant représentant 5% du montant de la prime d’assurance, avec une perception minimale de 25 €.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code des Assurances,
Vu le Code de la Commande Publique,
Vu le décret n° 2021-637 du 21 Mai 2021,
Vu la loi n° 84-53 du 28 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 26,
Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l’application de l’article 26 alinéa 5 de la loi n° 84-53 du 28 janvier 1984 relatif aux contrats d’assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements publics territoriaux,
Vu la délibération n° 21/67 du 6 juillet 2021 relative à la demande de participation à la mise en concurrence relative à l’obtention d’un contrat groupe d’assurance statutaire à effet au 1er janvier 2022,
Vu l’avis de la Commission Administration générale réuni le 2 Mars 2022,

Considérant le besoin de la collectivité de souscrire à une nouvelle assurance statutaire prenant effet au 1er janvier 2022 couvrant les risques afférents aux agents affiliés à la CNRACL,
Considérant la possibilité d’adhérer au contrat groupe proposé par le Centre de Gestion de la Haute-Garonne,
Considérant qu’il convient de conclure une convention avec le Centre de Gestion afin de bénéficier du service de gestion du contrat d’assurance et de conseils en la matière,
Considérant que la délibération n° 22/13 du 25 janvier 2022 ne mentionnait pas le bon taux et qu’il convient donc de délibérer à nouveau,

Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :
- d’abroger la délibération n° 22/13/ du 25 janvier 2022,
- d’adhérer au service Contrat Groupe du Centre de Gestion de la Haute-Garonne à l’occasion de la mise en place du contrat groupe d’Assurance statutaire 2022/2025, aux conditions précédemment exposées,
- de souscrire à la couverture des risques afférents aux agents affiliés à la CNRACL aux conditions de garanties et de taux suivantes :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Garanties</th>
<th>Taux</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Décès*</td>
<td>0,15%+0,08%</td>
</tr>
</tbody>
</table>
* Majoration Décès : le marché prévoit qu’en cas de reconduction du dispositif transitoire applicable en 2021, une majoration de 0,08% sera appliquée.
| Accident et maladie imputable au service | 1,65% |
| Taux global retenu (somme des taux) | 1,88% |

REÇU EN PREFECTURE
le 22/03/2022
Application so/d/69632
PREUVE DE LA DEMANDE : ACCUSÉ DE REÇU N° 22-135992
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents contractuels et conventionnels relatifs aux décisions précédentes, ainsi qu'à procéder au choix des variables de couverture (bases de l'assurance et de couverture au titre des rémunérations assurées),
- d'inscrire au budget de la collectivité les sommes correspondant au recours à la mission optionnelle du Centre de Gestion de la Haute-Garonne et aux primes annuelles d'assurance,
- que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en direct sur le site Internet de la Ville.

VOTE
Pour : 31
Contre : 00
Abstentions : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme.

Le Maire

[Signature]

PHILIPPE GUYOT
Le 15 mars 2022 à 18h30, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s’est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pigeonnier de Campagne (route des Villarolas), sous la Présidence de M. Philippe GUYOT.

Etat présent :
ACOLAS Monia, BASA-ROLLAND Sandrine, BEHM Jean-François, BARBIER Pascal, BELISE Kathy, BELMONTE Eline, BILOTTE Mathieu, COHEN Pascale, DRUOT Véronique, LAMIÀ Alicia, ESCALIER Pierre, FABRY Florence, FISCHER chantal, GUYOT Philippe, LACOMBE Bernard, MONTANT Floriane, MORIN Pierrick, PELLEGRINO Joseph, PERREU Anita, POCHÉZ Marjorie, QUEVAL Florence, ROMEO François, SOULIMANI Soufiane, TORIBO Simone, VEYRIES Patricia

Etat représenté :
CARLESSO Daniele a donné pouvoir à LACOMBE Bernard
CHOUARI Mehdi a donné pouvoir à PELLEGRINO Joseph
LEFOUL Géraldine a donné pouvoir à BELISE Kathy
MARTIN Yannick a donné pouvoir à PERREU Anita
THIELE Alexandre a donné pouvoir à MORIN Pierrick
VANDYCK Johan a donné pouvoir à BEHM Jean-François

Etat absent :
DELEFOCH Gérard, PEREIRA Filipe

Secrétaire de séance : Mme Eline BELMONTE,

Convocation du : mardi 08 mars 2022
Nombre de membres en exercice : 33
Membres présents : 25

OBJET : Convention entre la Ville et le Grand Ouest Toulousain Communauté de Communes pour le financement du poste de chargée de coopération de la convention territoriale globale

Monsieur le Maire informe l’assemblée que, l’avenant 2021 « Schéma de développement complémentaire » au Contrat Enfance Jeunesse (dit CEJ), signé entre le CAF et la commune de Plaisance du Touch le 30 juillet 2021, prévoit la possibilité d’intégrer au CEJ un nouveau service ou le développement d’un service existant.

Le Grand Ouest Toulousain Communauté de Communes a créé un poste de chargée de coopération de la convention territoriale globale, pour permettre l’articulation des politiques communales et intercommunales au 1er octobre 2021.

La Ville recevra un financement de la CAF pour la création de ce poste.

La commune de Plaisance du Touch s’est donc engagée à verser à la communauté de communes le montant du financement accordé par la CAF au titre de la création du poste de chargée de coordination à l’échelle intercommunale.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le décret n° 2021-637 du 21 Mai 2021,
VU l’avis de la Commission Administration Générale réunie le 2 mars 2022,
Considérant qu’il convient de matérialiser cet accord par la signature d’une convention,
Ceci exposé, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention pour le financement du poste de chargée de coopération de la convention territoriale globale entre la commune de Plaisance du Touch et le Grand Ouest Toulousain Communauté de Communes,
- autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention annexée à la présente délibération et tout document y afférent,
- décide que la publicité des débats du conseil municipal est assurée par une retransmission vidéo en directe sur le site Internet de la Ville.

VOTE
- Pour : 32
-Contre : 00
-Abstention : 00

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et en que dossua.
Au registre sont les signatures.
Pour copie conforme.

[Signature]

Le Maire

[Seal]

Philippe GUYOT

REÇU EN PREFEKTURE
le 22/03/2022

Application en vue d'homologation
par Assistance départementale L'HABITAT POP
CONVENTION

→ VU la délibération n°DEL_2022_021 en date du 17/02/2022 du Conseil communautaire de la Communauté de Communes de la Save au Touch
→ VU la délibération n° ............en date du ...............du Conseil Municipal de Plaisance du Touch.

Entre les signataires :

La commune de Plaisance du Touch, sise Rue Maubec - 31830 PLAISANCE DU TOUCH, représentée par sa 1ère adjointe au Maire, Madame Anila PERREUX,

Ci-après désignée « la Commune »

D'une part,

Elle :

La Communauté de Communes de la Save au Touch sise 10 Rue François Arago, - 31830 Plaisance-du-Touch représentée par son Président, Monsieur Philippe GUYOT

Ci-après désignée « La Communauté de Communes »

D'autre part,

Considérant que l'avenant 2021 « Schéma de développement complémentaire » au contrat Enfance Jeunesse signé entre la CAF et la Commune de Plaisance du Touch le 30 juillet 2021 prévoit la possibilité d'intégrer au CEJ un nouveau service ou le développement d'un service existant.

Considérant qu'il est créé un poste de chargée de coopération de la convention territoriale globale à la Communauté de Communes pour permettre l'articulation des politiques communales et intercommunales au 1er octobre 2021.

Considérant que la Commune recevra un financement de la CAF pour la création de ce poste, qu'il conviendra de reverser à la Communauté de Communes signataire de la CFG.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er - Objet de la convention

La commune de Plaisance du Touch s'engage à verser à la Communauté de Communes le montant du financement accordé par la CAF au titre de la création du poste de chargé de coopération de la convention territoriale globale, correspondant à 0,5 Equivalent Temps Plein.
Article 2 - Modalité de paiement

Le remboursement du financement de la CAF perçu par la commune ou titre du poste de chargée de coopération de la convention territoriale globale à la Communauté de Communes s'effectuerait par mandat administratif sur présentation d'un titre de recettes après réception du financement CAF.

Article 3 - Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de sa signature et jusqu'au terme du contrat CEJ soit le 31/12/2022.

Article 3 - Modifications des termes de la convention

Toute modification des termes de la présente fera l'objet d'un avenant conclu entre les parties.

Article 4 - Résiliation, litiges et contentieux

La résiliation de la présente peut être demandée à tout moment par l'une ou l'autre partie, sans préjudice d'indemnisation des périodes de prestation non réalisées.

La résiliation ne peut avoir lieu qu'après :
- Réunion de concertation entre les parties
- Mise en demeure par URAR motivée

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal administratif de Toulouse.

Fait à Plaisance du Touch, le 22/02/2022

En deux exemplaires

Pour la ville de Plaisance du Touch
La 1ère adjointe Anita PERREAU

Pour la Communauté de Communes
Le Président Philippe GUIOY

REÇU EN PREFECTURE
16 22/02/2022